

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1743

15 juillet 2015

SOMMAIRE

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement	83626	Nargios S.à r.l.	83622
Go Between Services S.à r.l.	83627	Neolâme S.à r.l.	83623
Goffinet Bois	83627	New Dawn MEP Issuer CO S.A.	83623
Habri S.A.	83627	O.E.M. SA	83623
Hansteen Bad Schönborn S.à r.l.	83627	Orangefield (Luxembourg) S.A.	83621
Iluba International S.A.	83626	Panoe Investment S.à r.l.	83622
International Concept Event	83663	REC Solar Holding S.à r.l.	83628
Jourdan Luxembourg	83618	Sam One S.A.	83625
Leco Architectes	83619	SGP S.A.	83638
LF S.A.	83618	Sparinvest Holdings SE	83642
Lombard International Assurance S.A.	83619	Stenfalken S.à r.l.	83630
LSREF3 Lion Investments S.à r.l.	83619	SunEd Reserve Luxco Parent VI	83626
Luxempart Capital Partners, SICAR, S.A. ..	83619	Suomi Broadcast Networks Holding Luxem- bourg S.à r.l.	83626
Luxury Brand Development S.A.	83623	Treveria F S.à r.l.	83618
MC Finance S.à r.l.	83620	Treveria One S.à r.l.	83618
MDI S.A.	83620	TRIWO Technopark Aachen Development S.à r.l.	83630
Mdor S.A.	83621	Trumpet SA	83618
Melville Sàrl	83624	Ultima Global Holdings S.à r.l.	83625
Menuiserie Alex Weisgerber S.à r.l.	83624	Unity Foundation	83625
Mercedes-Benz Luxembourg S.A.	83621	Usnee	83664
MFR Castel Romano Land S.à r.l.	83622	Vipanic S.A.	83621
Michael Kors (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	83624	Virida Finance S.à r.l.	83625
Morgina Luxembourg S.à r.l.	83619	West Hollywood Investments S.à r.l.	83624
Mosaic	83622	Willerfunds Management Company S.A.	83664

Trumpet SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 116.554.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015074240/9.
(150084243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Treveria F S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 116.249.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2015.
Référence de publication: 2015074208/10.
(150084688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Treveria One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 123.358.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2015.
Référence de publication: 2015074210/10.
(150084692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

LF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9283 Diekirch, 5, Promenade de la Sûre.
R.C.S. Luxembourg B 91.770.

Par la présente, la société Fiduc-Concept Sàrl démissionne avec effet immédiat de sa fonction de commissaire aux comptes de la société LF S.A. (anc.: LAUBACH FERRAILLES S.A.) inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 91.770.

Pour Fiduc-Concept Sàrl

Référence de publication: 2015074669/11.
(150084906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Jourdan Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8287 Kehlen, Zone Industrielle.
R.C.S. Luxembourg B 170.853.

Extrait des décisions de l'associé unique prises le 08 mai 2015

L'associé unique prend acte de la démission de la société à responsabilité limitée YES EUROPE de sa fonction de commissaire aux comptes.

L'associé unique nomme la société à responsabilité limitée GLOBAL CORPORATE ADVISORS S.à r.l. avec siège social au 32, avenue Monterey L-2163 Luxembourg à la fonction de commissaire aux comptes jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en l'an 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015074641/14.
(150085484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Leco Architectes, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8705 Useldange, 4, Spatzfeld.

R.C.S. Luxembourg B 154.773.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074666/9.

(150084881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Luxempart Capital Partners, SICAR, S.A., Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 51.390.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074663/10.

(150085057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

LSREF3 Lion Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 188.681.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015074679/10.

(150085518) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Lombard International Assurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 37.604.

EXTRAIT

L'adresse de Monsieur Jan Carendi, administrateur, a été transférée du «21 Sibyllegatan, SE-11442 Stockholm» au «31 Chemin des Muscadelles, CH-1185 Mont-Sur-Rolle».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mai 2015.

Audrey Coque.

Référence de publication: 2015074672/12.

(150084903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Morgina Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 96.218.

Veillez noter que l'adresse professionnelle de Monsieur James Alexis BEHA se situent désormais à NY 10006, New York (Etats-Unis d'Amérique), 111 Broadway, 20th Floor.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour Morgina Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015075470/13.

(150086478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

MC Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 5, Kalchesbruck.
R.C.S. Luxembourg B 158.064.

Le bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour ordre
EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.
Boîte Postale 1307
L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015075482/14.

(150085626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

MDI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 6-8, Op der Ahlkerrech.
R.C.S. Luxembourg B 172.885.

Auszug aus der ausserordentlichen Generalversammlung vom 08. Mai 2015

Die Versammlung beschließt einstimmig am Freitag, den 08. Mai 2015 um 11.20 Uhr das Herr Georg Witt, geb. am 25.01.1964 in Komsomolez (Russland) als Verwaltungsrat und Geschäftsführer (Alleinverwalter) abberufen wird.

Desweiteren Herr Richard Kohl, geb. am 17.09.1955 in Bitburg, beruflich ansässig in, 6-8, op der Ahlkerrech, L-6776 Grevenmacher, als neuer Alleinverwalter zum 08. Mai 2015 einberufen wird.

Dieser nimmt das Mandat bis zur ordentlichen Generalversammlung im Jahr 2018 an.

Zusätzlich erfolgt die Abberufung der Kohnen & Associés S.à r.l.(mit Sitz in 62, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg) als Aufsichtskommissar. Es wird die KOPALUX Trust S.à r.l. mit Sitz in 6, op der Ahlkerrech, L-6776 Grevenmacher als neuen Aufsichtskommissar bestellt.

Die Versammlung

Référence de publication: 2015075486/17.

(150085615) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Melville Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: CHF 20.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37C, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.883.

Extrait des résolutions écrites prises par l'associé unique de la Société en date du 19 mai 2015

En date du 19 mai 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de confirmer et d'accepter la démission de Madame Catherine KOCH de son mandat de gérant de la Société avec effet au 30 avril 2015;

- de nommer Monsieur Olivier HAMOU, né le 19 décembre 1973 à Levallois-Perret, France, résidant à l'adresse professionnelle suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, en tant que nouveau gérant de la Société avec effet au 30 avril 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Madame Claire ALAMICHEL, gérant
- Madame Antonella GRAZIANO, gérant
- Monsieur Olivier HAMOU, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Melville S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2015075460/23.

(150085731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Mdor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarrefstrooss.
R.C.S. Luxembourg B 132.569.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015075487/10.

(150086014) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Vipanic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 188.192.

Extrait des résolutions de la réunion du conseil d'administration de la Société tenue en date du 19 mai 2015

Le conseil d'administration décide de nommer Monsieur Alain Peigneux, administrateur de la Société, né le 27 février 1968 à Huy (Belgique), demeurant professionnellement au 283, route d'Arlon, L-8011 Strassen, en qualité de président du conseil d'administration pour la durée de son mandat d'administrateur de la Société.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015074946/13.

(150084845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Orangefield (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 28.967.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 4 mai 2015

- L'Assemblée renouvelle le mandat de Deloitte S.A., ayant son siège social 560, rue de Neudorf à L- 2220 Luxembourg en tant que réviseur indépendant de la société. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 4 mai 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015075518/15.

(150086519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Mercedes-Benz Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1248 Luxembourg, 45, rue de Bouillon.
R.C.S. Luxembourg B 57.028.

Extrait du Protocole de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30/05/2013

L'Assemblée Générale décide de nommer comme Administrateur avec effet immédiat Wolfgang Bremm demeurant professionnellement à 45, rue de Bouillon, L-1248 Luxembourg en lieu et place de Katrin Adt, ceci pour la durée de trois ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera en 2016.

Les mandats des autres administrateurs

Roman Fischer

Ulrich Bastert

Mark De Haes

seront prolongés également jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se déroulera en 2016.

Référence de publication: 2015075488/16.

(150085756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Panoe Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 152.972.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015075524/9.

(150085709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Nargios S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1361 Luxembourg, 5, rue de l'Ordre de la Couronne de Chêne.

R.C.S. Luxembourg B 181.549.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Référence de publication: 2015075510/10.

(150086007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

MFR Castel Romano Land S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.625,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 116.018.

Extrait des résolutions prises par les actionnaires avec effet au 4 mars 2015

1. Monsieur John RALSTON a démissionné de son mandat de gérant A avec effet au 4 mars 2015.

2. Monsieur Christophe YEREMIAN, administrateur de sociétés, né le 13 juin 1967 à Paris (France), demeurant au 5, rue du General Delestraint, 75016 Paris (France), a été nommé comme gérant A avec effet au 4 mars 2015 pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 21 mai 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour MFR Castel Romano Land S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2015075490/17.

(150086550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Mosaic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 107.223.

EXTRAIT

L'Assemblée Générale des Actionnaires s'est tenue à Luxembourg le 21 avril 2015 et a adopté les résolutions suivantes:

1. L'assemblée a reconduit les mandats d'administrateurs de:

- M. Francesco Ilardi, 60 route des Acacias - CH -1211 Genève

- M. Nicolas Tschopp, 60 route des Acacias - CH -1211 Genève

- M Justin Egan, 6B route de Trèves - L-2633 Senningerberg

- M Thomas Nummer, 6B route de Trèves - L-2633 Senningerberg

- M Anil Kumar Singh, 6B route de Trèves - L-2633 Senningerberg

pour une période d'une année, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2016.

2. L'Assemblée a reconduit le mandat de Deloitte Audit S.à.r.l à la fonction de «réviseur d'entreprises agréé» pour une période d'une année jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires en 2016.

Référence de publication: 2015075499/18.

(150085811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Neolâme S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 69, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 178.802.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015075506/9.
(150086151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

O.E.M. SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.406.

EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 6 mai 2015 a pris acte de la démission de Sébastien Gravière de son mandat d'administrateur et décide de ne pas le remplacer.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015075514/11.
(150086514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Luxury Brand Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 71.330.

—
Il est porté à la connaissance des tiers que l'adresse de Monsieur Paul JEANBART est:
Pierre Helou Street 1, bâtiment Mouawad Building , Etage 5th Floor, RL - 1000 Hazmieh (Beirut) - Lebanon
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxury Brand Development S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2015076158/12.
(150086882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

New Dawn MEP Issuer CO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 156.600.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 20 Mai 2015 que:
- Monsieur Thomas Morana, employé, né le 14 juin 1982 à Huy, Belgique et ayant son adresse professionnelle au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur de la Société en remplacement de Mr. Manuel Mouget, administrateur démissionnaire.
- Monsieur François Pfister, employé, né le 25 Octobre 1961 à Uccle, Belgique, ayant son adresse professionnelle à 2-4 Rue Eugène Ruppert, L-2453, Luxembourg a été élu aux fonctions d'administrateur de la Société en remplacement de Mr. Stefan Oostvogels, administrateur démissionnaire.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale des actionnaires de la Société qui aura lieu en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 Mai 2015.

Pour la société
T. Morana
Administrateur

Référence de publication: 2015075507/22.
(150086424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Michael Kors (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 150.030.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 191.590.

En date du 21 mai 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Mr Martin Paul Galliver, du poste de gérant de classe B avec effet au 22 mai 2015;
- Nomination de Mr Christiaan van Arkel, né le 21 mars 1973 à Bangkok, Thaïlande, ayant pour adresse professionnelle le 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant de classe B avec effet au 23 mai 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Michael Kors (Luxembourg) Holdings S.à r.l.
Anne Boelkow
Gérant de classe B

Référence de publication: 2015076172/17.

(150087379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

West Hollywood Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 158.600.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 23 février 2015.

Résolutions:

Il résulte des décisions prises par les conseils de gérance de la Société tenu en date du 23 février 2015 qu'ont été acceptées:

- la reprise du mandat de Commissaire confié à la société ComCo S.A. par la société H.R.T. Révision S.A., établie et ayant son siège social au 163, Rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 51.338, suite à la fusion par absorption en date du 30 décembre 2014 de la société ComCo S.A. (société absorbée) dans la société H.R.T. Révision S.A. (société absorbante);
- la démission de H.R.T. Révision S.A. de son mandat de Commissaire avec effet au 29 janvier 2015.

Pour extrait conforme
West Hollywood Investments S.à r.l.
Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2015076394/18.

(150087451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Menuiserie Alex Weisgerber S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5314 Contern, 13, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 142.486.

Extrait de l'Assemblée générale des associés tenue à Contern le 12 mai 2015

1) Monsieur Alex Charles WEISGERBER, souhaite vendre les 50 parts sociales qu'il détient dans la société Menuiserie Alex Weisgerber S.à r.l.

2) Madame Viviane Marie Christiane HENGESCH, exprime sa volonté d'acquérir les 50 parts sociales de Monsieur Alex Charles WEISGERBER.

Après cette résolution, les parts sociales de la société sont détenues comme suit:

Madame Viviane Marie Christiane HENGESCH: 100 parts
Total: 100 parts

Par ailleurs, l'assemblée générale constate que l'adresse actuelle de Madame Viviane Marie Christiane HENGESCH est le 38, rue de Moutfort, L-5314 Contern.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015076170/19.

(150087206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Sam One S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 137.787.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015074850/9.
(150084805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Virida Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.550,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 173.868.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2015.
Virida Finance S.à r.l.
Représenté par M. Matthijs Bogers
Gérant de catégorie B
Référence de publication: 2015076385/13.
(150086659) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Unity Foundation, Fondation.

Siège social: L-1635 Luxembourg, 17, allée Léopold Goebel.
R.C.S. Luxembourg G 95.

Extrait de la réunion du Conseil d'Administration du 10 novembre 2014

Les membres du Conseil d'Administration ratifient la nomination de M. Thomas HUECK, Rue Prince Jean 36, 4463 SOLEUVRE, comme administrateur de la fondation avec pouvoir de signature conjointe avec un autre administrateur.
Son mandat arrivera à échéance en janvier 2021.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Pour Unity Foundation
Fernand SCHABER
Président
Référence de publication: 2015076382/15.
(150087185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Ultima Global Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 8.218.173,40.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 176.978.

Le présent document est établi en vue de mettre à jour les informations inscrites auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Le siège social de l'associé de la Société, Ultima Management SR Gmbh & Co KG, a changé et doit désormais se lire comme suit: Robert-Bosch-Straße 10, 48153 Münster, Allemagne.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 mai 2015.
Ultima Global Holdings S.à r.l.
Signature
Référence de publication: 2015076377/16.
(150086970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Iiuba International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 109, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 179.872.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 20 mai 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015075383/10.

(150085597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Lux-Development, Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement, Société Anonyme.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 10, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 16.123.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Gaston SCHWARTZ / Robert de WAHA

Directeur Général / Directeur Général Adjoint

Référence de publication: 2015075760/12.

(150086304) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

SunEd Reserve Luxco Parent VI, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 161.464.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 4 mai 2015

1. M. Mark VRIJHOEF a démissionné de son mandat de gérant B.

2. M. Ralph HEIJDER, administrateur de sociétés, né à Oss (Pays-Bas), le 16 mars 1978, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 20.5.2015.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SunEd Reserve Luxco Parent VI

Un mandataire

Référence de publication: 2015074843/15.

(150085533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Suomi Broadcast Networks Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.439.600,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 168.468.

En date du 20 août 2014, l'Associé Unique de la Société a pris la décision suivante:

- Réélection de PricewaterhouseCoopers, ayant pour adresse professionnelle le 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, enregistré au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, au poste de Réviseur d'Entreprise Agréé de la Société pour l'audit de l'année fiscale se terminant au 31 décembre 2014 et qui aura lieu en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Suomi Broadcast Networks Holding Luxembourg S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2015074844/17.

(150084836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2015.

Go Between Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1218 Luxembourg, 33, rue Baudouin.

R.C.S. Luxembourg B 138.231.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015076047/9.

(150086886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Hansteen Bad Schönborn S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 122.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hansteen Bad Schönborn S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015076051/11.

(150086637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Goffinet Bois, Société Anonyme.

Siège social: L-8410 Steinfort, 41, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 71.775.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Arlon, le 19/05/2015.

GOFFINET BOIS sa

SUD FIDUCIAIRE SPRL

Référence de publication: 2015076048/12.

(150086546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

Habri S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 70.644.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 20 mars 2015

Résolutions:

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration prend à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- Le Conseil d'Administration décide de nommer Monsieur Koen Lozie en tant que Président du Conseil d'Administration.

- Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société au 44, avenue J.F. Kennedy à L-1855 Luxembourg, avec effet immédiat.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration informe que les adresses des administrateurs ont également changé avec effet immédiat:

JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, représentée par Jacques BONNIER, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Pour copie certifiée conforme

K. LOZIE / JALYNE S.A.

- / Signature

Président / Administrateur

Référence de publication: 2015076083/22.

(150087049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2015.

REC Solar Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: NOK 120.002,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 195.572.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of the month of May,

Before the undersigned Maître Jacques Kessler, notary, residing in Pétange, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

Fourteen Creeper S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of NOK 500,000, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 189.557,

Here duly represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, private employee, residing at Schouweiler, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

I. Such appearing party is the sole member (the "Sole Member") of "REC Solar Holding S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 195.572 (the "Company"), incorporated following a deed of Maître Francis Kessler, then notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, on March 9, 2015 and under process of being published with the Mémorial C.

II. The Company's share capital is set at one hundred twenty thousand Norwegian Kroner (NOK 120,000), represented by one hundred twenty thousand (120,000) shares with a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each.

III. The Sole Member of the Company resolves to increase the Company's share capital to the extent of two Norwegian Kroner (NOK 2) to raise it from its present amount of one hundred twenty thousand Norwegian Kroner (NOK 120,000) to one hundred twenty thousand and two Norwegian Kroner (NOK 120,002) by the creation and issuance of two (2) corporate units with a nominal value of one Norwegian Krone (NOK 1) each (the "New Corporate Units") and vested with the same rights and obligations as the existing corporate units.

Subscription - Payment

The Sole Member, declares to subscribe the New Corporate Units and to fully pay them up in a nominal amount of two Norwegian Kroner (NOK 2) together with a share premium in the amount of four billion two hundred ninety-eight million four thousand five hundred ninety-four Norwegian Kroner (NOK 4,298,004,594) by contribution in kind consisting in the contribution by the Sole Member to the Company of one thousand (1,000) shares (the "Contributed Shares") of REC Solar Holdings AS, a limited liability company existing under the laws of Norway, having its registered office at Karenslyst allé 51, 0279 Oslo (Norway) registered with the Brønnøysund Register under number 990 918 767 for a total amount of four billion two hundred ninety-eight million four thousand five hundred ninety-six Norwegian Kroner (NOK 4,298,004,596).

Evidence of the contribution's value

Proof of the value of the contribution in kind has been given by a statement of contribution value of the Contributed Shares duly executed by the Company.

Effective implementation of the contribution

The Sole Member, declares that:

- it is the sole unrestricted owner of the Contributed Shares and possesses the power to dispose of them (they are legally and conventionally freely transferable);
- the contribution of the Contributed Shares is effective on May 12, 2015 without qualification;
- all formalities have been accomplished in order to duly carry out and formalize the assignment of the Contributed Shares and to render it effective anywhere and towards any third party.

IV. Pursuant to the above increase of capital, article 5, first paragraph, of the Company's articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

5. "The corporate capital is set at one hundred twenty thousand and two Norwegian Kroner (NOK 120,002), represented by one hundred twenty thousand and two (120,002) corporate units in registered form, having a par value of one Norwegian Krone (NOK 1) each, all subscribed and fully paid-up."

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de mai,

Par-devant Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg,

Comparaît:

Fourteen Creeper S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de 500,000 NOK, et ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 189.557,

Ici dûment représentée par Mme. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, résidant à Schouweiler, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration signée "ne varietur" par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

I. Lequel comparant est l'associé unique (l'«Associé Unique») de la société REC Solar Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 195.572 (la "Société"), constituée suivant un acte notarial par devant Maître Francis Kessler, alors notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, le 9 mars 2015 et en cours de publication au Mémorial C.

II. Le capital social de la Société s'élève à cent vingt mille couronnes norvégiennes (120 000 NOK) représenté par cent vingt mille (120 000) parts sociales d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune.

III. L'Associé Unique de la Société décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux couronnes norvégiennes (2 NOK) pour le faire passer de son montant actuel de cent vingt mille couronnes norvégiennes (120 000 NOK) à cent vingt mille deux couronnes norvégiennes (120 002 NOK) par la création et l'émission de deux (2) parts sociales d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune (les "Nouvelles Parts") et conférant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Souscription - Paiement

L'Associé Unique, déclare souscrire les deux Nouvelles Parts et entièrement les libérer pour un montant de deux couronnes norvégiennes (2 NOK) ensemble avec une prime d'émission d'un montant de quatre milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre mille cinq cent quatre-vingt-quatorze couronnes norvégiennes (4,298,004,594 NOK) consistant en l'apport en nature par l'Associé Unique à la Société, de mille (1000) actions qu'il détient de la société REC Solar Holdings AS, une société à responsabilité limitée, existant sous les lois de Norvège, ayant son siège social au Karenlyst allé 51, 0279 Oslo (Norvège) et enregistrée au Brønnøysund Register sous le numéro 990 918 767 (les «Actions Apportées») pour un montant total de quatre milliards deux cent quatre-vingt-dix-huit millions quatre mille cinq cent quatre-vingt-seize de couronnes norvégiennes (4,298,004,596 NOK).

Preuve de la valeur de l'apport

La preuve de la valeur de l'apport en nature a été apportée par une déclaration de valeur d'apport des Actions Apportées dûment signée par l'Associé Unique.

Mise en oeuvre effective de l'apport

L'Associé Unique, déclare que:

- elle est la seule propriétaire sans restrictions des Actions Apportées et possède le pouvoir d'en disposer (elles sont légalement et conventionnellement librement transférables);
- l'apport des Actions Apportées est effectif au 12 mai 2015, sans réserve;
- toutes les formalités ont été accomplies dans le but de réaliser et de formaliser l'apport des Actions Apportées et de le rendre effectif n'importe où et envers n'importe quelle partie tierce.

IV. Conformément à l'augmentation de capital ci-dessus, l'article 5, premier paragraphe, des statuts de la Société est modifié et doit désormais être lu comme suit:

6. "Le capital social est fixé à cent vingt mille deux couronnes norvégiennes (120 002 NOK) représenté par cent vingt mille deux (120 002) parts sociales d'une valeur nominale d'une couronne norvégienne (1 NOK) chacune."

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française.

A la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux parties comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et lieu de résidence, lesdites parties signent ensemble avec le notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 mai 2015. Relation: EAC/2015/10865. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2015074117/121.

(150084396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

TRIWO Technopark Aachen Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6614 Wasserbillig, 43, rue du Bocksberg.

R.C.S. Luxembourg B 134.161.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 19 mai 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015074233/10.

(150084592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Stenfalken S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.500,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 163.708.

In the year two thousand and fifteen, on the eight day of the month of April.

Before Us, Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains (Grand Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

Mr. Kristoffer Melinder, born on 8 September 1971 in Själevad, Sweden, residing at Ringparken 5, 131 50 Saltsjö-Duvnäs, Sweden,

here represented by Ms Cristina Pirvan, residing professionally in Luxembourg-Findel,

by virtue of a proxy under private seal given on April 1, 2015.

I. The said proxy shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

II. The appearing person declares being the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Stenfalken S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg) under number B 163.708 (the "Company").

III. The Company has been incorporated by a deed of Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on 8 September 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2809 dated 17 November 2011.

IV. The articles of association of the Company have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on 13 August 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3263 dated 5 November 2014.

V. The shares held by the Sole Shareholder represent 100% of shares having the right to vote, the right to vote attached to fifty (50) preferred shares of class H of the Company, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each, held by the Company being currently suspended.

VI. The appearing person, represented as above mentioned, has recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda:

1. Acknowledgement of the repurchase by the Company of fifty (50) preferred shares of class H, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100) each (the “Class H Preferred Shares”);

2. Decrease of the share capital of the Company by an amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-) in order to bring it from its current amount of fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 52,500.-) to forty-seven thousand five hundred Euro (EUR 47,500.-) through the cancellation of fifty (50) Class H Preferred Shares held by the Company in its own share capital;

3. Subsequent amendment of Article 2, Article 9, Article 12, Article 21 and Article 23 of the articles of association of the Company, as amended (the “Articles”) in order to delete the reference to the Class H Preferred Shares.

VII. The appearing person, represented as above mentioned, has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to ACKNOWLEDGE the repurchase of the Class H Preferred Shares.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVES to APPROVE the decrease of the share capital of the Company by an amount of five thousand Euro (EUR 5,000.-) in order to bring it from its current amount of fifty-two thousand five hundred Euro (EUR 52,500.-) to forty-seven thousand five hundred Euro (EUR 47,500.-) through the cancellation of fifty (50) Class H Preferred Shares held by the Company in its own share capital.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder RESOLVES to amend:

- Article 2 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 2. Definitions.**

«Articles» means these articles of association in their present form and as amended from time to time;

«Agreed Provision» means the amount to be allocated to a provision account as determined by the Board of Directors (conseil de gérance), acting reasonably, in order to ensure (i) the successful running of the business of the Company and, (ii) that sufficient funds are maintained according to the cycle of fund raising and consequent level of forecastable income and expenses of the Company;

«Available Amount» means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the Shareholders would have been entitled to dividend distributions according to the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the subscribed share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles, each time as set out in the relevant interim financial statements so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA= Available Amount

NP= net profits (including carried forward profits)

P= any freely distributable reserves

CR= the amount of the subscribed share capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of shares to be cancelled

L= losses (including carried forward losses)

LR= any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Luxembourg laws or of the Articles.

«Board of Directors (conseil de gérance)» has the meaning as set forth in Article 14;

«Cancellation Value Per Share» means the value calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the class of shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such class of shares;

«Class A Preferred Shares» means the preferred shares of class A and «Class A Preferred Share» means any of them;

«Class B Preferred Shares» means the preferred shares of class B and «Class B Preferred Share» means any of them;

«Class C Preferred Shares» means the preferred shares of class C and «Class C Preferred Share» means any of them;

«Class D Preferred Shares» means the preferred shares of class D and «Class D Preferred Share» means any of them;

«Class E Preferred Shares» means the preferred shares of class E and «Class E Preferred Share» means any of them;

«Class F Preferred Shares» means the preferred shares of class F and «Class F Preferred Share» means any of them;

«Class G Preferred Shares» means the preferred shares of class G and «Class G Preferred Share» means any of them;

«Class of Shares» means collectively all the classes of shares in issue at a given moment;

«Company» means the private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) Stenfalken S.à r.l. governed by these Articles;

«Company Act» means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time;

«Director» means a member of the Board of Directors (conseil de gérance);

«Financial Year» has the meaning as set forth in Article 18;

«First Classes of Shares» means, at a given moment, the other class(es) of Shares than the Last Class of Shares;

«General Shareholders' Meeting» means any general meeting of the Shareholders of the Company;

«Interim Financial Statements» means the interim balance sheet, the interim profit and loss account and the interim attached notes of the Company;

«Last Class of Shares» means the last class of Shares based on alphabetical order which is still in issue at a given moment;

«Ordinary Shares» means the ordinary shares «Ordinary Share» means any of them;

«Shares» means the Shares of each class and “Share” means any of them;

«Shareholders» means the holders of Shares of any class and «Shareholder» means any of them;

«Total Cancellation Amount» means the amount determined by the Board of Directors (conseil de gérance) taking and approved by the General Shareholders' Meeting on the basis of the relevant Interim Financial Statements. The Total Cancellation Amount shall be lower or equal to the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Shares unless otherwise resolved by the General Shareholders' Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles.”

- Article 9 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 9.** The subscribed capital of the Company is set at forty-seven thousand five hundred Euro (EUR 47,500.-) divided into:

- One Hundred Twenty-Five (125) Ordinary Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class A Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class B Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class C Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class D Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class E Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class F Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
 - Fifty (50) Class G Preferred Shares, all subscribed and fully paid up;
- all with a nominal value of One Hundred Euro (EUR 100.-) per Share.

The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced by special resolution of the shareholders approving the amendment of the Company's Articles.

In addition to the subscribed share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any Share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.”

- Article 12 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 12.** The Company may repurchase its shares under due observance of the provisions of the Company Act.

Furthermore, the Company shall be entitled subject to (i) the prior approval of all the Shareholders having a voting right to be casted at a General Shareholders' Meeting, (ii) the agreement of all the holders of the Shares to be repurchased, to repurchase the entire Last Class of Shares at any time by serving notice to the holders of the Last Class of Shares specifying the number of relevant Shares to be repurchased and the date on which the repurchase is to take place (the “Repurchase Date”) provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Ordinary Shares. In the case of any repurchase and cancellation of a whole Class of Shares, such repurchase and cancellation of Shares shall be made in the following order:

- (i) Class G Preferred Shares;
- (ii) Class F Preferred Shares;
- (iii) Class E Preferred Shares;
- (iv) Class D Preferred Shares;
- (v) Class C Preferred Shares;
- (vi) Class B Preferred Shares; and
- (vii) Class A Preferred Shares.

In the event of a reduction of the subscribed share capital through the repurchase and the cancellation of a whole Class of Shares (in the order provided for above), each such Class of Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding

in such Class of Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board of Directors (conseil de gérance) and approved by the General Meeting with respect to the Class of Shares to be redeemed, and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class of Shares held by them and cancelled.

The Company may repurchase its Shares as provided herein only to the extent otherwise permitted by the Companies Act.

The Total Cancellation Amount shall automatically become payable on Repurchase Date.

Immediately after the payment of the Total Cancellation Amount, the Board of Directors (conseil de gérance) shall convene a General Shareholders' Meeting in view of decreasing the subscribed share capital by cancelling the repurchased Last Class of Shares.”

- Article 21 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 21.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital. The deduction becomes compulsory when the statutory reserve is at any one time less than one tenth of the issued capital and the Company will immediately make further deductions to ensure that the statutory reserve is at least equal to one tenth of the issued capital. The excess is distributed among the shareholders.

After allocation to the Legal Reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s).

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- First, the holders of Class A Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class A Preferred Shares held by them, then,
- the holders of Class B Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class B Preferred Shares held by them, then,
- the holders of Class C Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Preferred Shares held by them, then,
- the holders of Class D Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class D Preferred Shares held by them, then,
- the holders of Class E Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class E Preferred Shares held by them, then,
- the holders of Class F Preferred Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class F Preferred Shares held by them, then
- the holders of Class G Preferred Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Should the whole last outstanding Class of Shares (by alphabetical order, e.g., initially the Class G Preferred Shares) have been repurchased and cancelled in accordance with Article 12 hereof at the time of the distribution, the remainder of any dividend distribution shall then be allocated to the preceding last outstanding Class of Shares in the reverse alphabetical order (e.g., initially the Class F Preferred Shares).

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, the Directors (gérants) may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Directors (gérants) shall fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

The share premium account may be distributed to the shareholders provided it is sanctioned by ordinary resolution of the shareholders. Any amount of the share premium account may be allocated to the legal reserve account, provided it is sanctioned by ordinary resolution of the shareholders.”

- Article 23 of the Articles, which shall forthwith read as follows:

“ **Art. 23.** The par value and issue premium paid, if any, with respect to the Class A Preferred Shares, the Class B Preferred Shares, the Class C Preferred Shares, the Class D Preferred Shares, the Class E Preferred Shares, the Class F Preferred Shares and the Class G Preferred Shares shall be paid, *pari passu*, to the holders of Class A Preferred Shares, the holders of Class B Preferred Shares, the holders of Class C Preferred Shares, the holders of Class D Preferred Shares, the holders of Class E Preferred Shares, the holders of Class F Preferred Shares and the holders of Class G Preferred Shares respectively, in priority to payment of the par value and issue premium to be paid to the holders of Ordinary Shares with respect to the Ordinary Shares.”

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this document are estimated at approximately two thousand five hundred Euros (EUR 2,500.-).

Declaration

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of any differences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, known to the notary by her name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le huit avril.

Par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains (Grand-Duché de Luxembourg),

A COMPARU:

Monsieur Kristoffer Melinder, né le 7 septembre 1971 à Själevad, Suède, demeurant à Ringparken 5, 131 50 Saltsjö-Duvnäs, Suède,

ici représenté par Madame Cristina Pirvan, demeurant professionnellement à Luxembourg-Findel,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 1^{er} avril 2015.

I. Cette procuration restera annexée au présent acte pour être soumises à l'enregistrement.

II. Le comparant déclare être l'associé unique (l'«Associé Unique») de Stenfalken S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.708 (la «Société»).

III. La Société a été constituée suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résident à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 8 octobre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 2809 daté du 17 novembre 2011.

IV. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 13 août 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 3263 daté du 5 novembre 2014.

V. Les parts sociales détenues par l'Associé Unique représentent 100% des parts sociales ayant le droit de vote, le droit de vote attaché aux cinquante (50) parts sociales préférentielles de classe H, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune, détenues par la Société étant actuellement suspendu.

VI. Le comparant, dûment représenté comme mentionné ci-dessus, a reconnu être parfaitement informé des résolutions à prendre sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Constat du rachat par la Société de cinquante (50) parts sociales préférentielles de classe H, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100) chacune (les «Parts sociales Préférentielles de Classe H»);

2. Réduction du capital social de la Société d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000,-) pour le ramener de son montant actuel de cinquante deux mille cinq cents euros (EUR 52.500) à quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 47.500) par l'annulation de cinquante (50) Parts sociales Préférentielles de Classe H détenus par la Société dans son propre capital;

3. Modification de l'Article 2, Article 9, Article 12, Article 21 et Article 23 des statuts de la Société, tels que modifiés (les «Statuts») afin de supprimer la référence aux Parts sociales Préférentielles de Classe H.

VII. Le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique DECIDE de constater le rachat par la Société de cinquante (50) Parts sociales Préférentielles de Classe H.

Deuxième résolution

L'Associé Unique DECIDE de réduire le capital social de la Société d'un montant de cinq mille euros (EUR 5.000,-) pour le ramener de son montant actuel de cinquante-deux mille cinq cents euros (EUR 52.500) à quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 47.500) par l'annulation de cinquante (50) Parts sociales Préférentielles de Classe H détenus par la Société dans son propre capital.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique DECIDE de modifier:

- l'Article 2 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« Art. 2. Définitions.

«Statuts» signifie les présents statuts dans leur présente forme tels que modifiés de temps en temps;

«Provision Conventionnelle» signifie le montant à allouer à un compte de provision tel que déterminé par le conseil de gérance, agissant raisonnablement, afin de s'assurer (i) de l'exploitation prospère de la Société et (ii) que des fonds suffisants soient maintenus selon le cycle de levée de fonds et du niveau conséquent des revenus et dépenses prévisibles de la Société.

«Montant Disponible» signifie le montant total des profits nets de la Société (y compris les profits reportés) dans la mesure où les associés auraient droit à des distributions de dividendes en application des Statuts, augmenté (i) de toutes réserves librement distribuables et (ii) selon les cas par du montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe de parts sociales à racheter / annuler mais réduit de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées), et (ii) toutes sommes placées en réserve(s) en application des dispositions des lois Luxembourgeoises ou des Statuts, chaque fois que repris dans les comptes intermédiaires, ainsi:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Lorsque:

AA= Montant Disponible

NP= profits nets (y compris les profits reportés)

P= toutes réserves librement distribuables

CR= le montant de la réduction de capital souscrit et de la réduction de la réserve légale relative à la classe de parts sociales à annuler

L= pertes (y compris les pertes reportées)

LR= toutes sommes à allouer en réserve(s) en application des dispositions des lois Luxembourgeoises ou des Statuts.

«Conseil de Gérance» a la signification telle que déterminée à l'Article 14;

«Valeur d'Annulation par Part Sociale» signifie la valeur calculée en divisant le Montant Total d'Annulation à appliquer à la classe de parts sociales à racheter et annuler par le nombre de Parts Sociales en circulation dans ladite classe de parts sociales;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe A» signifie les parts sociales préférentielles de classe A et «Part Sociale Préférentielle de Classe A» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe B» signifie les parts sociales préférentielles de classe B et «Part Sociale Préférentielle de Classe B» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe C» signifie les parts sociales préférentielles de classe C et «Part Sociale Préférentielle de Classe C» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe D» signifie les parts sociales préférentielles de classe D et «Part Sociale Préférentielle de Classe D» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe E» signifie les parts sociales préférentielles de classe E et «Part Sociale Préférentielle de Classe E» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe F» signifie les parts sociales préférentielles de classe F et «Part Sociale Préférentielle de Classe F» signifie chacune d'entre-elles;

«Parts Sociales Préférentielles de Classe G» signifie les parts sociales préférentielles de classe G et «Part Sociale Préférentielle de Classe G» signifie chacune d'entre-elles;

«Classe de Parts Sociales» signifie collectivement toute les classes de parts sociales en circulation à un moment donné;

«Société» signifie la société à responsabilité limitée Stenfalken S.à r.l. régie par les présents Statuts;

«Loi sur les Sociétés Commerciales» signifie la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée de temps en temps;

«Gérant» signifie un membre du Conseil de Gérance;

«Exercice Social» a la signification telle que décrite à l'Article 18;

«Premières Classes de Parts Sociales» signifie, à un moment donné, la ou les classe(s) de Parts Sociales, autre(s) que la Dernière Classe de Parts Sociales.

«Assemblée Générale des Associés» signifie toute assemblée générale des Associés de la Société;

«Relevés Financiers Intérimaires» signifie le bilan intermédiaire, le compte de profits et pertes intermédiaires et les notes aux comptes intermédiaires de la Société.

«Dernière Classe de Parts Sociales» signifie la dernière classe de Parts Sociales en ordre alphabétique qui est toujours en émission un moment donné;

«Parts Sociales Ordinaires» signifie les parts sociales ordinaires et «Part Sociale Ordinaire» signifie chacune d'entre elles;

«Parts Sociales» signifie les Parts Sociales de chaque classe et «Part Sociale» signifie chacune d'entre elle;

«Associés» signifie les détenteurs de Parts Sociales de toute classe et «Associé» signifie chacun d'entre eux;

«Montant Total d'Annulation» signifie le montant déterminé par le Conseil de Gérance déterminé et approuvé par l'Assemblée Générale des Associés sur la base des Relevés Financiers Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation sera inférieur ou égal au Montant Disponible total au moment de l'annulation de la Classe de Parts Sociales concernées à moins qu'autre chose ne soit décidé par l'Assemblée Générale des Associés dans les conditions prévues pour la modification des Statuts.»

- l'Article 9 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 9.** Le capital souscrit de la Société est fixé à quarante-sept mille cinq cents euros (EUR 47.500) divisé en:

- Cent Vingt-Cinq (125) Parts Sociales Ordinaires, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe A, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe B, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe C, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe D, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe E, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe F, entièrement souscrites et intégralement libérées;
 - Cinquante (50) Parts Sociales Préférentielles de Classe G, entièrement souscrites et intégralement libérées;
- Chacune d'une valeur nominale de Cent Euros (EUR 100) par Part Sociale.

Le capital social souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision des Associés décidant à la majorité requise pour la modification de ces Statuts.

En plus du capital social souscrit, il peut être créé un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée sur toute Part Sociale en sus de sa valeur nominale sera transférée. Le montant de la prime d'émission peut être utilisé pour le paiement de toutes les Parts Sociales que la Société peut racheter de son (ses) Associé(s) pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour faire des distributions au(x) Associé(s) sous forme d'un dividende ou de fonds affectés à la réserve légale.»

- l'Article 12 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 12.** La Société peut racheter ses Parts Sociales conformément aux dispositions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

En outre, la Société sera autorisée, sous réserve de (i) l'accord préalable de tous les Associés ayant un droit de vote, à exercer dans le cadre d'une Assemblée Générale des Associés, et (ii) l'accord de tous les détenteurs de Parts Sociales devant être rachetées, à racheter la totalité de la Dernière Classe de Parts Sociales à tout moment en notifiant aux détenteurs de la Dernière Classe d'Actions le nombre d'Actions destinées à être rachetées et la date à laquelle le rachat doit avoir lieu (la «Date de Rachat») étant entendu que la Société ne peut à aucun moment racheter ou annuler les Parts Sociales Ordinaires. Dans le cas de rachat et d'annulation de l'entièreté d'une Classe Parts Sociales, ledit rachat et annulation se fera dans l'ordre suivant:

- (i) Parts Sociales Préférentielles de Classe G;
- (ii) Parts Sociales Préférentielles de Classe F;
- (iii) Parts Sociales Préférentielles de Classe E;
- (iv) Parts Sociales Préférentielles de Classe D;
- (v) Parts Sociales Préférentielles de Classe C;
- (vi) Parts Sociales Préférentielles de Classe B; et
- (vii) Parts Sociales Préférentielles de Classe A;

Dans le cas d'une réduction du capital social souscrit, par le biais d'un rachat et d'une annulation d'une entière Classe de Parts Sociales (suivant l'ordre stipulé ci-dessus), chacune de ces Classes de Parts Sociales donne droit aux détenteurs (proportionnellement à leur détention dans la Classe de Parts Sociales) à une portion du Montant Total d'Annulation telle que déterminé par le Conseil de Gérance et approuvé par l'Assemblée Générale au regard de la Classe de Parts Sociales à racheter, et les détenteurs de Parts Sociales de la Classe rachetée et annulée recevront de la Société un montant équivalent à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chaque Part Sociale de la Classe de Parts Sociales concernée détenue par eux et annulée.

La Société peut racheter ses Parts Sociales selon les règles ci-dessus prescrites suivant les prescriptions de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Le Montant Total d'Annulation deviendra automatiquement payable à la Date de Rachat.

Immédiatement après le paiement du Montant Total d'Annulation, le Conseil de Gérance convoquera une Assemblée Générale des Associés en vue de réduire le capital social souscrit par annulation de la Dernière Classe de Parts Sociales rachetée.»

- l'Article 21 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 21.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième (1/10) du capital social. Ces prélèvements devront être repris si à un moment donné la réserve légale est inférieure à un dixième du capital social de la Société. Des prélèvements complémentaires devront être effectués pour s'assurer que le montant de la réserve légale s'élève à un dixième du capital social. Le solde du bénéfice net est distribué entre les Associés.

Après allocation à la Réserve Légale, les Associés détermineront comment le surplus du profit annuel net sera distribué ou par l'allocation de l'entièreté ou d'une partie du surplus à une réserve ou provision, par le report à l'exercice social suivant ou par la distribution de celui-ci, ensemble avec les profits reportés, réserves distribuables ou primes d'émission aux Associés.

Chaque année où la Société décide de faire une distribution de dividendes provenant des profits nets ou des réserves disponibles provenant du résultat reporté, y compris toute prime d'émission, le montant alloué à cet effet sera distribuée selon l'ordre de priorité suivant:

- En premier lieu, les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe A auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe A détenues par eux;

- Les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe B auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe B détenues par eux;

- les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe C auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe C détenues par eux;

- les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe D auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe D détenues par eux;

- les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe E auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe E détenues par eux;

- les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe F auront le droit de recevoir une distribution de dividendes relative audit exercice d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50 %) de la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles de Classe F détenues par eux;

- les porteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe G auront droit au surplus de toutes distributions de dividendes.

Lorsque l'entièreté de la dernière Classe de Parts Sociales (en ordre alphabétique c'est-à-dire initialement les Parts Sociales Préférentielles de Classe G) auront été rachetées et annulées en application de l'Article 12 ci-dessus au moment de la distribution, le surplus de toute distribution de dividende sera alors alloué à la Classe de Parts Sociales précédentes en circulation dans l'ordre alphabétique inversé (initialement la Classe de Parts Sociales Préférentielles de Classe F).

Dans le respect des conditions (éventuellement) fixées par la Loi sur les Sociétés Commerciales et en conformité avec les présentes dispositions, les Gérants peuvent payer un acompte sur dividende aux Associés. Les Gérants détermineront le montant et la date du paiement desdits acomptes sur dividende.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux Associés pour autant que ce soit approuvé par une résolution d'une assemblée ordinaire. Tout montant du compte de prime d'émission peut être alloué au compte réserve légale pour autant que ce soit approuvé par une résolution de l'Assemblée Générale des Associés.»

- l'Article 23 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 23.** La valeur nominale et la prime d'émission payées en faveur des Parts Sociales Préférentielles de Classe A, des Parts Sociales Préférentielles de Classe B, des Parts Sociales Préférentielles de Classe C, des Parts Sociales Préférentielles de Classe D, des Parts Sociales Préférentielles de Classe E, des Parts Sociales Préférentielles de Classe F et des Parts Sociales Préférentielles de Classe G, seront payées, pari passu, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe A, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe B, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe C, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe D, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe E, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe F et aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles de Classe G, respectivement, en priorité au paiement de la valeur nominale et de la prime d'émission à payer aux détenteurs de Parts Sociales Ordinaires.»

Evaluation des frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature incombant à la Société en raison du présent acte sont évalués à environ deux mille cinq cents Euros (EUR 2.500,-).

Déclaration

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début du présent document.

Lecture du présent acte fait et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentaire par son nom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: C. Pirvan, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 14 avril 2015. GAC/2015/3142. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015074146/428.

(150084602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

SGP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 196.857.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le huit mai.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Corrado ROSSI, prothésiste dentaire, demeurant au 22, Via Mafalda di Savoia, 45100 Rovigo (RO), Italie, ici représenté par Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

La prédite procuration, signée "ne varietur" le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de SGP S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a en outre pour objet l'achat, la vente, la gestion et la mise en valeur de tous biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 31.000 (trente et un mille euros) représenté par 310 (trois cent dix) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Les actions sont et resteront nominatives.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 310.000 (trois cent dix mille euros) qui sera représenté par 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 100 (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période de cinq ans prenant fin le 8 mai 2020, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale.

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux administrateurs, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le troisième vendredi du mois de mai à 10.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2016.

Le(s) premier(s) administrateur(s) et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et paiement

Les 310 (trois cent dix) actions ont été entièrement souscrites par l'actionnaire unique, Monsieur Corrado ROSSI, pré-nommé.

Toutes les actions ont été intégralement libérées de sorte que la somme de EUR 31.000 (trente et un mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'actionnaire unique

L'actionnaire unique pré-nommé, représenté comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à 3 (trois).

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

1. Monsieur Davide LEVI, administrateur de société, né le 11 mai 1970 à Milan (MI), Italie, demeurant au 38, rue Catherine Segurane, F-06300 Nice,

2. Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

3. Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forli), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Davide LEVI, pré-nommé, est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: AUDIEX S.A., ayant son siège au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65469.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. M. TONELLI, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 12 mai 2015. Relation: 1LAC/2015/14795. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015074161/194.

(150084773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Sparinvest Holdings SE, Société Européenne.
Siège social: L-2449 Luxembourg, 28, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.834.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-fourth of April,
before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of the company "Sparinvest Holdings SE", a société européenne, having its registered office at 28, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 164 834, pursuant to publication in the Mémorial C, number 3049 of 13 December 2011. The articles of incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, dated April 25th, 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 1829 on July 14th, 2014.

The meeting is declared open at 3 p.m. with Mr Richard JACQUÉ, employee, residing professionally in Luxembourg, in the chair as chairman.

The meeting appoints as scrutineer Mrs Belinda HENIG, employee, residing professionally in Luxembourg and as secretary Mrs Isabel DIAS, employee, residing professionally in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. all the shares being registered shares, the present extraordinary general meeting has been convened by convening notices, containing the agenda sent by registered mail to all shareholders on first of April 2015.

II. the present extraordinary general meeting has the following

Agenda

1. Appointment of the board of the Meeting

2. Decrease of the Company's share capital by nominally DKK 3,503,200 from the current amount of DKK 38,879,500 by redemption of 29,672 Class A shares and 5,360 Class B shares held by the Company;

3. Restatement of the Company's articles of association as set out in annex 1 to the convening notice (without amending the Company's object or its corporate form) including amendments to the signatory powers;

4. Miscellaneous.

III. the present or represented shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed after having been initialled *in varietur* by the persons appearing.

IV. As appears from the attendance list, 297,443 Class A shares and 18,088 Class B shares out of a total of three hundred sixty-four thousand seven hundred and thirty one (364,731) issued Class A shares and twenty-four thousand sixty-four (24,064) issued Class B shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

V. the present meeting, representing 81.16% percent of the share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the meeting begins dealing with the agenda and after deliberation, takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders resolves to approve a decrease of the Company's share capital by nominally DKK 3,503,200 (three million five hundred and three thousand two hundred Danish Krona) from the current amount of DKK 38,879,500 (thirty-eight million eight hundred seventy-nine thousand five hundred Danish Krona) to DKK 35,376,300 (thirty-five million three hundred seventy-six thousand three hundred Danish Krona) by redeeming 29,672 (twenty-nine thousand six hundred seventy-two) Class A shares and 5,360 (five thousand three hundred and sixty) Class B shares held by the Company.

It is noted that the Company in connection with the redemption of its holding of own shares will not make a dividend payment to the shareholders, but will allocate the reduction amount to the distributable reserves of the Company.

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Second resolution

The general meeting of shareholders resolves to approve an entire restatement of the Company's articles of association, (without amending the Company's object or its corporate form) but including amendments to the signatory powers) which will henceforth read as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There exists a company in the form of a société européenne (SE) under the name of "Sparinvest Holdings SE" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 3. Purpose.

3.1 The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies carrying out of all operations related to the activities and services of the financial sector and particularly investment activities, investment fund management, IT services and systems for the financial sector.

3.2 The purpose of the Company is further the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

3.3 The Company may, for its own account and for the account of third parties, carry out any commercial, industrial or financial activities which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of directors.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

4.4 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of directors.

4.5 The registered office of the Company may be transferred from the Grand Duchy of Luxembourg to another member state of the European Union in accordance with applicable laws. Such a transfer shall not result in the dissolution of the Company or in the creation of a new legal person.

B. Share capital - Shares - Register of registered shares - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 Issued share capital

5.1.1 The Company's issued share capital is set at thirty five million three hundred seventy-six thousand three hundred Danish Kroner (DKK 35,376,300.00) consisting of three hundred fifty-three thousand seven hundred and sixty-three (353,763) shares having a nominal value of one hundred Danish Kroner (DKK 100) each and is divided into three hundred thirty-five thousand and fifty-nine (335,059) class A shares, and eighteen thousand seven hundred and four (18,704) class B shares.

5.1.2 Under the terms and conditions provided by law the Company's issued share capital may be increased by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.3 Any new shares to be paid for in cash will be offered by preference to the existing shareholder(s). In case of plurality of shareholders, such shares will be offered to the shareholders in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The board of directors shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised. This period may not be less than thirty (30) days either from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription or from the date of publication of the notice announcing the opening of the subscription and determining the subscription period, such notice being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in two newspapers published in Luxembourg. However, subject to the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders, called (i) either to resolve upon an increase of the Company's issued share capital (ii) or upon the authorisation to be granted to the board of directors to increase the Company's issued share capital within the scope of the authorised share capital, may limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholder(s) or authorise the board of directors to do so. Such resolution shall be adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

5.1.4 Under the terms and conditions provided by law, the Company's issued share capital may be reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of incorporation.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into class A shares and class B shares, each of them having the same nominal value.

6.2 All class A shares shall be identical in all respects. All class A shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distributions will be allocated on an aggregate basis to such class A shares. Each class A share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.3 All class B shares shall be identical in all respects. All class B shares shall be entitled to the payment of dividends on a pro-rata basis and in any distribution of assets other than by way of dividends, such distribution will be allocated on an aggregate basis to such class B shares. Each class B share will entitle the holder thereof to one vote on all matters upon which shareholders have the right to vote.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding any shareholder shall not cause the Company's dissolution, without prejudice to Article 16.

6.5 The Company's shares are in registered form and may not be converted into shares in bearer form.

Art. 7. Register of registered shares.

7.1 A register of registered shares will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of registered shares will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, the indication of the payments made on the shares, any transfer of shares and the dates thereof pursuant to Article 8.4 of these articles of incorporation as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company of his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership of the shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of registered shares. Certificates of these recordings will be issued and signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole holder of such share in relation to the Company.

The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several holders until one holder has been designated.

8.3 The shares are transferable subject to the terms and conditions of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies as amended (hereafter the "Law") and subject further to the provisions of Article 10.

8.4 Any transfer of shares will become effective towards the Company and third parties either through the recording of a declaration of transfer into the register of shares, signed and dated by the transferor and the transferee or their representatives, or upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, pursuant to which any director may record such transfer in the register of registered shares.

8.5 The Company, through any of its directors, may also accept and enter into the register of registered shares any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

Art. 9. Restrictions on ownership of the shares.

9.1 Class A shares may only be subscribed or held by (i) local or regional banks which cover a particular local or regional area (non-nationwide banks) and co-operative associations of such banks, pension funds, insurance companies, foundations and investment funds which either have extensive business relations with the Company and/or its consolidated companies (collectively the "Sparinvest Group") or which are expected by the board of directors to develop such business relations with the Sparinvest Group; (ii) companies or entities directly or indirectly fully controlled and owned by an entity or co-operative association fulfilling the requirements to be an A shareholder pursuant to subclause (i); or (iii) by companies or entities established as a joint holding company or entity by two or more entities or co-operative associations fulfilling the requirements to be an A shareholder pursuant to subclause (i) for the purpose of subscribing or holding all their respective class A shares provided that at all times the ownership and control of such joint holding company or entity shall be adjusted to correspond to the proportionate part of class A shares each owner is contributing with to the joint holding company or entity (see also Article 12). Any reference to an A shareholder or A shareholders in these articles of incorporation shall include companies, entities or cooperative associations admitted and holding A shares pursuant to this Article 9.1 ("A shareholders").

9.2 Class B shares may only be subscribed or held by employees of the Company and of its directly or indirectly fully controlled and owned companies who have acquired shares in the Company pursuant to a resolution passed by the Company's board of directors or by the general meeting admitting them as shareholders ("B shareholders").

9.3 Persons and companies or entities not included in the groups of shareholders referred to above may not acquire existing or subscribe for new shares in the Company without prior approval of the general meeting of shareholders with the quorum and majority requirements required for an amendment of the articles of incorporation of the Company.

9.4 The above mentioned provisions shall be without prejudice to the Company's (or a subsidiary of the Company's) right to acquire shares in the Company irrespective of the class of shares.

9.5 No shareholder may hold more than 25% of the Company's total share capital. Any shareholder holding more than 25% of the share capital for whatever reason shall offer the excess shares for sale in accordance with the provisions in Articles 10.3-10.13 (with such changes as may be necessary).

9.6 The Company will not acknowledge and register in the register of registered shares any transfer of shares in excess of 25%.

Art. 10. Restrictions on the transfer of shares, pre-emption rights, purchase option and redemption.

10.1 Any transfer of shares, including as a result of mergers, demergers, amalgamations or other combinations, shall be subject to the prior written consent of the board of directors as the board of directors must ensure that the new shareholder fulfils the conditions laid down in Article 9.

10.2 No share in the Company may be charged or pledged without the prior written consent of the board of directors.

10.3 In connection with any transfer of shares in the Company, by whichever means, the Company or, in the alternative, the remaining A shareholders (the "Pre-emption Right Holders") shall have a right of preemption in accordance with Articles 10.4-10.13.

10.4 Subject to article 49-2 of the Law, the Company may at its own discretion exercise the pre-emption right either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. For the purpose of this Article and any other Article making reference to a subsidiary of the Company, a subsidiary shall mean a company directly or indirectly controlled by the Company as such concept is further defined in Article 11 below.

10.5 However, the pre-emption right shall not apply to shares that are (i) transferred as a result of a merger, amalgamation or other combination among the Company's shareholders, (ii) transferred to or back from a company or entity described in Article 9.1(ii) and (iii), and (iii) transferred by class B shareholders.

10.6 In case of a shareholder's contemplated transfer of class A shares in the Company subject to the pre-emption right, such shareholder (the "Disposing Shareholder") shall promptly give the board of directors written notice thereof, specifying the number of class A shares subject to the preemption right (the "Offered Shares").

10.7 Upon receiving such written notice, the board of directors of the Company shall decide by a majority of votes cast whether the Company wishes to exercise its pre-emption right over all or a part of the Offered Shares either on its own behalf or on behalf of a subsidiary designated by the Company. If the Company does not wish to exercise the pre-emption right over all the Offered Shares itself, the board of directors shall, without undue delay, forward a notice by registered letter to the Pre-emption Right Holders specifying the (remaining) number of Offered Shares that are then offered to the Pre-emption Right Holders (the "Remaining Offered Shares"). The pre-emption right must be exercised no later than 15 days after the shareholders' receipt of the written notice by informing the board of directors of the Company of the maximum number of the Remaining Offered Shares that the individual Pre-emption Right Holder wishes to acquire (the "Accepted Shares") (such number may be higher or lower than the proportionate shareholding of the Pre-emption Right Holder in the Company). The Pre-emption Right Holder's exercise of the pre-emption right shall be considered a binding offer to purchase the Accepted Shares, but also a binding offer to purchase any lower number of shares. If the total number of Accepted Shares from all exercising Pre-emption Right Holders exceeds the number of the Remaining Offered Shares, the Remaining Offered Shares shall be allocated among the exercising Pre-emption Right Holders in proportion to their respective shareholding in the Company.

10.8 The pre-emption right price shall be fixed every year at the Company's annual general meeting using the method approved by the general meeting of shareholders of 21 April 2015 and shall be effective for each respective calendar year retrospectively from 1 January (the "Pre-emption Right Price"). However, the Disposing Shareholder shall only be entitled to receive 80% of the Pre-emption Right Price, whereas the remaining 20% of the Pre-emption Right Price shall be paid to or accrue to the benefit of the Company, as applicable.

10.9 If the pre-emption right is exercised by the Company, the Pre-emption Right Price less 20% shall be paid in cash by the Company to the Disposing Shareholder no later than 30 days after the decision of the board of directors to exercise the Company's pre-emption right. If the pre-emption right is exercised by the Pre-emption Right Holders, each exercising Pre-emption Right Holder shall pay 80% of the Pre-emption Right Price to the Disposing Shareholder and 20% of the Pre-emption Right Price to the Company no later than 30 days after the board of directors of Company has confirmed to each Pre-emption Right Holder the number of the Remaining Offered Shares obtained by each Pre-emption Right Holder, which the board of directors shall do as soon as possible after the number is known.

10.10. In case the Pre-emption Right Price for a given calendar year has not been fixed prior to the time of payment, a preliminary Pre-emption Right Price corresponding to the Pre-emption Right Price fixed for the preceding calendar year shall be paid and an adjustment made and paid, when the Pre-emption Right Price for the year in question has been fixed.

10.11 Shares acquired by exercising the pre-emption right are exempt from being included in the annual adjustment under Article 12 in connection with the next five (5) annual redistributions, see Article 12.6 for details.

10.12. The transfer of the Offered Shares shall be completed and duly recorded in the register of registered shares upon payment of the Preemption Right Price (less 20%, if paid by the Company).

10.13 To the extent that not all Offered Shares have been acquired by the Company or the Pre-emption Right Holders, the Company shall for a period of three (3) months after the receipt by the board of directors of the notice pursuant to Article 10.6 be entitled, but not obliged, to acquire or initiate a redemption in connection with a capital reduction in the

remaining class A shares. The purchase price or the redemption price for such remaining class A shares shall correspond to the Pre-emption Right Price fixed in accordance with Article 10.8, but with a reduction of 20%. In case the Pre-emption Right Price for a given calendar year has not been fixed before the time of the purchase of the remaining class A shares, Article 10.10 shall apply. In case the Pre-emption Right Price for a given calendar year is not known at the time of redemption of the remaining class A shares, the redemption can be postponed until the Pre-emption Right Price is known.

11. Obligation to dispose of shares. In case of a direct or indirect change of control ("control" meaning in respect of any shareholder, (i) the legal or beneficial ownership, directly or indirectly, of more than 50% of the voting rights in such shareholder or, with respect to a trust, of more than 50% of the beneficial interest in such trust or holding such position as trustee or in similar capacity, or (ii) the power to manage, govern or otherwise direct the management and policies of such shareholder, or to appoint the managing and governing bodies of such shareholder or a majority of the members thereof, directly or indirectly, and whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise) of an A shareholder, whereby a third party would become a direct or indirect shareholder in the A shareholder, such A shareholder shall be obliged to offer its shares for sale in accordance with the provisions in Articles 10.3-10.13. In respect of a joint holding company established in accordance with Article 9.1(iii), this Article 11 shall apply to a direct or indirect change of control of any of its owners such that an affected owner can no longer be an owner of the joint holding company and such that the joint holding company is obliged to offer the class A shares it holds on behalf of such owner for sale in accordance with the provisions in Articles 10.3-10.13).

12. Annual adjustment.

12.1 Following the expiry of every financial year, the board of directors shall make sure that each A shareholder's shares in the Company are adjusted based on each A shareholder's contribution to the value creation of the Sparinvest Group as specified in this Article 12. Shareholdings held by the Company itself, the Company's subsidiaries or *Investeringsforeningen Sparinvest* will not be adjusted.

12.2 Each A shareholder's contribution to the value creation of the Sparinvest Group in the preceding financial year (the "Contribution Percentage") is calculated as the weighted average of (i) the individual A shareholder's relative contribution to the total assets under management by the Sparinvest Group (the "Share of Assets under Management") and (ii) the individual A shareholder's relative contribution to the contribution margin of the Sparinvest Group (the "Share of Contribution Margin"). When preparing the calculation in 2015 the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 50 per cent and the Share of Contribution Margin shall be included with 50 per cent. When preparing the calculation in 2016 and in each following year the Share of Assets under Management shall be included in the calculation with 25 percent and the Share of Contribution Margin shall be included with 75 percent. The individual A shareholder's Share of Assets under Management and the Share of Contribution Margin shall be calculated as further described and defined in Article 12.3.

12.3 The Share of Assets under Management is calculated as the individual A shareholder's Assets under Management expressed as a percentage of the total Assets under Management for all A shareholders. The "Assets under Management" means the sum of (a) the portfolio of investment certificates issued by *Investeringsforeningen Sparinvest* or other investment funds managed (as investment manager and not only administrator) by the Sparinvest Group, which each A shareholder holds either in custody accounts for its customers or in its own name and (b) the A shareholder's own assets under investment being managed (as investment manager and not only administrator) by the Sparinvest Group. Each A shareholder's Share of Contribution Margin is calculated as the Sparinvest Group's Net Fee Income received from the management of the individual A shareholder's Assets under Management during the relevant financial year expressed as a percentage of the total Net Fee Income received from the management of all of the A shareholders' Assets under Management during the relevant financial year. "Net Fee Income" shall mean (i) all income received by the Sparinvest Group due to the management of the relevant Assets under Management, corresponding to the management fee and administration fee, or similar fee, for Luxembourgian and other non-Danish investment funds and the cost percentage for Danish investment funds less (ii) any commission fees, or similar fee, paid by the Sparinvest Group to the A shareholders in question, on the basis of the A shareholders' Assets under Management plus (iii) the total earnings by the Sparinvest Group from arranging the emission of the structural financial products for other parties as the earnings are calculated as the gross fee to the Sparinvest Group for the individual structural financial products. The income received by the Sparinvest Group from the management of the relevant Assets under Management shall be calculated disregarding any variable elements of the fee that are based on the performance of the Sparinvest Group unless the elements are agreements on the management of relevant Assets under Management that are solely based on variable elements.

12.4 The calculation of the Contribution Percentage of the individual A shareholder shall not only include the contributions by the A shareholder as such, but also the contributions of the Group of such A shareholder. Nevertheless, if an A shareholder is a joint holding company/entity established in accordance with Article 9.1(iii), the Contribution Percentage of such A shareholder shall be based on the aggregate contributions of each owner and its Group. For the purposes of this Article 12.4, the term "Group" shall mean the A shareholder (or the owner of a joint holding company/entity) together with any other entity directly or indirectly controlling, controlled by or under common control with the A shareholder (or the owner of a joint holding company/entity), such control meaning the direct or indirect ownership of more than 50 (fifty) per cent of the equity interest, or the ability in fact to control management decisions.

12.5 The intended nominal amount of class A shares held by each A shareholder following the annual adjustment (the "Intended Ownership Interest") is calculated as $B \times ((N-E)/100)$ where B is the Contribution Percentage, N is the total nominal amount of class A shares in the Company and E is the nominal amount of class A shares held by the Company (and its subsidiaries) and Investeringforeningen Sparinvest less the nominal amount of any class A shares acquired by the Company (or its subsidiaries) in accordance with Article 10 (including under Article 9.5 or 11) within the preceding five (5) financial years.

12.6 The nominal amount of any class A shares that the A shareholder in question has disposed of within the preceding five (5) financial years in accordance with Article 10 (including in accordance with Article 9.5 or 11) (the "Excluded Shares") will be added to the actual nominal amount of class A shares held by an A shareholder and the nominal amount of any Excluded Shares that the A shareholder in question has acquired within the preceding five (5) financial years and is hereinafter referred to as "the Ownership Interest" will be deducted from the actual nominal amount of class A shares held by an A shareholder.

12.7 Irrespective of what is laid down in Article 12.5 the Intended Ownership Interest of an A shareholder that fulfils the requirements applying to being a shareholder in the Company (see Article 9) may never be less than the sum of (i) the nominal value of a permitted minimum holding of 100 class A shares in the Company and (ii) the nominal value of the relevant A shareholder's Excluded Shares, if any (the "Minimum Ownership Share"). If an A shareholder's Intended Ownership Interest would be less than the Minimum Ownership Interest, the A shareholder in question must be allocated the Minimum Ownership Interest as the Intended Ownership Interest and not be included in the general calculation of Contribution Percentages and Intended Ownership Interests. If so, the following adjustments must be made when calculating the Intended Ownership Interest of the other A shareholders: (i) the total Assets under Management of all A shareholders must be calculated without including the relevant A shareholder's Assets under Management, (ii) the total Net Fee Incomes received from all A shareholders must be calculated without including the relevant A shareholder's Net Fee Incomes, (iii) the total nominal amount of class A shares in the Company must be calculated without including the Minimum Ownership Interest of the relevant A shareholder and (iv) the nominal amount of class A shares held by the Company (and its subsidiaries) and Investeringforeningen Sparinvest must be calculated without deducting any Excluded Shares acquired from the relevant A Shareholder.

12.8 If an A shareholder's Ownership Interest is bigger than the relevant A shareholder's Intended Ownership Interest, the A shareholder (the "Obligated Shareholder" or collectively the "Obligated Shareholders") shall be obligated but not entitled to sell the surplus class A shares in the Company with the result that the Ownership Interest becomes equal to the Intended Ownership Interest.

12.9 If an A shareholder's Ownership Interest is less than the relevant A Shareholder's Intended Ownership Interest, the A shareholder (the "Entitled Shareholder" or collectively the "Entitled Shareholders") shall be entitled but not obligated to acquire class A shares in the Company with the result that the Ownership Interest becomes equal to the Intended Ownership Interest.

12.10 No later than on 1 March each year the board of directors shall make a preliminary calculation of the individual A shareholder's Intended Ownership Interest. The relevant parts of the preliminary calculation shall then be sent to the Entitled Shareholders together with an indication of the number of class A shares that the relevant A shareholders are expected to be able to acquire. Any class A shares that the board of directors knows before the time of sending out the calculations that the Entitled Shareholders do not wish to acquire will be distributed on a pro-rata basis in the calculation between all A shareholders. If the Entitled Shareholders do not wish to acquire the specified number of class A shares, they shall notify the board of directors to such effect no later than two (2) weeks after the receipt of the notification. On the basis of the feedback the board of directors shall send the Obligated Shareholders an indication of the number of class A shares that they can expect to have to dispose of. In that connection the board of directors shall also take into consideration whether the board of directors expects that the Company (and/or the Company's subsidiaries) will acquire or redeem all or some of the class A shares subject to the obligation to sell which are not expected to be acquired by the Entitled Shareholders.

12.11 Immediately after the holding of the annual general meeting the board of directors will prepare a final calculation of the individual A shareholder's Intended Ownership Interest. Immediately after such point in time the board of directors shall inform the Entitled Shareholders of the final number of class A shares that they are entitled to acquire and the price to be paid for such class A shares as the price must be equal to the Preemption Price fixed in compliance with Article 10.8 (but the second sentence in Article 10.8 is not to apply). Any class A shares that the board of directors knows before the time of sending out the calculations that the Entitled Shareholders do not wish to acquire will be distributed on a prorata basis in the calculation between all A shareholders. If the Entitled Shareholders do not wish to acquire the specified number of class A shares and the board of directors has not already been informed of such fact following the receipt of the preliminary calculation, they shall inform the board of directors to such effect no later than one (1) week following the receipt of the notification.

12.12 On the basis of the feedback the board of directors shall inform the Obligated Shareholders as soon as possible of the number of class A shares that they shall dispose of. The notification must include the number of class A shares that the Company (and/or a subsidiary of the Company) wishes to acquire or redeem if they have not been allocated to other A shareholders in accordance with the procedure specified in this Article 12. If such surplus class A shares are not acquired by the Company (and/or a subsidiary of the Company) either, the Obligated Shareholders' obligation to sell will be reduced on a pro-rata basis.

12.13 The board of directors shall then as soon as possible take the necessary steps to carry out the transfers required in order to complete the annual adjustment.

12.14 Irrespective of the above the board of directors may decide in connection with the inclusion of new A shareholders that a new A shareholder is not to be subject to the annual adjustment under this Article 1 for a specified period of time or until the Contribution Percentage applying to the relevant A shareholder is at least equal to its Ownership Interest. As a consequence, no Contribution Percentage or Intended Ownership Interest is to be calculated in respect of the relevant A shareholder and when making the calculations in respect of the other A shareholders of (i) the total Assets under Management in respect of all A shareholders a deduction must be made in respect of all A shareholders subject to this Article 12.14 [and] (ii) the total Net Fee Incomes received from all A shareholders a deduction must be made in respect of all A shareholders subject to this Article 12.14 and (iii) the total nominal amount of class A shares in the Company of the nominal number of class A shares held (computationally) by A shareholders subject to this Article 12.14.

13. Dividends.

13.1 The shares shall confer on the holder the right to receive dividends. Dividends shall be paid to the shareholder at the address indicated by the shareholder in the register of shareholders at the time of payment of dividends.

C. General meeting of shareholders

Art. 14. Powers of the general meeting of shareholders.

14.1 The shareholders exercise their collective rights at the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

14.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of incorporation is to be construed as a reference to the "sole shareholder".

14.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of incorporation.

Art. 15. Convening general meetings of shareholders.

15.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of directors or by the supervisory auditor (commissaire), if any, to be held in Luxembourg at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

15.2 The general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the supervisory auditor, if any, upon request in writing indicating the agenda addressed to the board of directors or to the supervisory auditor by one or several shareholders representing in the aggregate at least five per cent (5%) of the Company's issued share capital. In this case, the general meeting of shareholders must be convened by the board of directors or by the supervisory auditor in order to be held within a period of one (1) month from the receipt of such request at such place and on such date as specified in the convening notice of the meeting.

15.3 An annual general meeting of shareholders must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of such meeting, on the third Tuesday of the month of April at 11 a.m. local time. If such day is a legal or bank holiday, the annual general meeting of shareholders must be held on the following business day. The board of directors or the supervisory auditor, as the case may be, must convene the annual general meeting of shareholders within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

15.4 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice should be either published twice, at a minimum interval of eight (8) days and eight days prior to the date of the general meeting of shareholders, in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations and in a Luxembourg newspaper or such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting. In case such notice is being published as set out above, the notice will also be sent to each shareholder by letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

15.5 One or several shareholders, representing in the aggregate at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital, may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of shareholders. Such request must be sent to the Company's registered office by registered letter at least six (6) weeks prior to the date scheduled for the meeting.

15.6 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 16. Conduct of general meetings of shareholders.

16.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of directors. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

16.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

16.3 Quorum

No quorum shall be required for the general meeting of shareholders to validly act and deliberate, unless otherwise required by law or by these articles of incorporation.

16.4 Vote

16.4.1 Each share entitles to one (1) vote, subject to the provisions of the Law.

16.4.2 Unless otherwise required by law or by these articles of incorporation, resolutions at a general meeting of shareholders duly convened will be adopted at a simple majority of the votes validly cast, regardless of the portion of capital represented. Abstention and nil votes will not be taken into account.

16.4.3 Any resolution to dissolve or merge the Company, or to sell the Company as a whole may only be adopted with the positive votes of shareholders representing at least two-thirds of the Company's issued share capital notwithstanding the provisions of article 67-1 of the Law.

Abstention and nil votes will not be taken into account.

16.5 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

16.6 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

16.7 Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the motions submitted to the resolution of the meeting as well as for each motion three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking the appropriate box with a cross. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

16.8 Shareholders who have acquired shares by a transfer may exercise the voting right attaching to such shares if, before the date of the notice of the meeting, the acquisition has been registered in the Company's register of shareholders or the shareholder has given notice to the Company of the acquisition and established good title to the shares.

16.9 The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 17. Amendment of the articles of incorporation. Notwithstanding the provisions of Article 67-1 of the Law, these articles of incorporation may only be amended at an extraordinary general meeting of shareholders of the Company with the positive votes of shareholders representing at least two-thirds of the Company's issued share capital. Abstention and nil votes will not be taken into account.

Art. 18. Adjourning general meetings of shareholders. Subject to the terms and conditions of the Law, the board of directors may adjourn any general meeting of shareholders already commenced, including any general meeting convened in order to resolve on an amendment of the articles of incorporation, to four (4) weeks. The board of directors must adjourn any general meeting of shareholders already commenced if so required by one or several shareholders representing in the aggregate at least twenty per cent (20%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a general meeting of shareholders already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled.

Art. 19. Minutes of general meetings of shareholders.

19.1 The board of any general meeting of shareholders shall take minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

19.2 The sole shareholder, if any, shall also take and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

D. Corporate body

Art. 20. Powers of the board of directors.

20.1 The Company shall be managed by an administrative body called a "board of directors", whose members need not be shareholders of the Company, which shall meet at least once every three months in accordance with Article 64, paragraph 3, of the Law.

20.2 If it is noted at a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder, the Company may be managed by a sole director until the general meeting of shareholders following the Company's awareness that several shareholders exist. In such case and to the extent applicable and where the term "sole director" is not expressly mentioned in these articles of incorporation, a reference to the "board of directors" used in these articles of incorporation is to be construed as a reference to the "sole director".

20.3 The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by Council Regulation (EC) n° 2157/2001 of 8 October 2001 on the Statutes for a European company (SE) or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the powers of the board of directors.

20.4 At least the following categories of transactions require an express decision of the board of directors:

- to approve the annual reports of the Company, subject to their decisive approval by the general meeting of shareholders as well as to prepare and call general meetings of shareholders;
- to decide upon the acquisition and disposal of subsidiaries of the Company.

20.5 In accordance with Article 60 of the Law, the Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management shall be delegated to an Executive Officer acting alone. The Executive Officer's appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of directors.

20.6 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any person acting alone or jointly with others as an agent of the Company.

Art. 21. Composition of the board of directors.

21.1 The board of directors is composed of at least three (3) members and maximum ten (10) members excluding any employee elected board members appointed pursuant to the mandatory employee participation agreement executed from time to time under the rules of Article 3(3) of EU Directive 2001/86/EC.

21.2 The board of directors must appoint from among its members a chairman and a vice-chairman of the board of directors. It may also appoint a secretary who needs neither be a shareholder nor a member of the board of directors.

21.3 In case of absence of the chairman of the board of directors, the vice-chairman will take responsibility to execute the duties of the chairman of the board of directors.

Art. 22. Election and removal of directors and term of the office.

22.1 Directors shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

22.2 If a legal entity is elected director of the Company, such legal entity must designate an individual as permanent representative who shall execute this role in the name and for the account of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) director and may not be a director at the same time.

22.3 Any director may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

22.4 The term of the office of a director may not exceed a period running from one annual general meeting to the next annual general meeting and any director shall hold office until its/his/her successor is elected. Any director may also be re-elected for successive terms.

Art. 23. Vacancy in the office of a director.

23.1 If a vacancy in the office of a member of the board of directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, retirement or otherwise occurs, such vacancy may be filled, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on a permanent appointment, as deemed suitable.

23.2 If, in case of plurality of shareholders, the total number of members of the board of directors falls below three (3) or below such higher minimum set by these articles of incorporation, as the case may be, such vacancy must be filled without undue delay either by the general meeting of shareholders or, on a temporary basis, by the remaining board members until the next general meeting of shareholders, which shall resolve on the permanent appointment.

23.3 In case the vacancy occurs in the office of the Company's sole director, such vacancy must be filled without undue delay by the general meeting of shareholders.

Art. 24. Convening meetings of the board of directors.

24.1 The board of directors shall meet upon the call by the chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

24.2 Written notice of any meeting of the board of directors must be given to the directors twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each director in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of

directors are present or represented at a meeting of the board of directors or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of incorporation.

Art. 25. Conduct of meetings of the board of directors.

25.1 The chairman of the board of directors shall preside at all meetings of the board of directors. In his/her absence, the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore.

25.2 Quorum

The board of directors can act and deliberate validly only if at least half of its members are present at a meeting of the board of directors to be held in Luxembourg.

25.3 Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of the members present at a meeting of the board of directors. The chairman shall have the casting vote.

25.4 Save as otherwise provided by law, any director who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of directors which conflicts with the Company's interest, must inform the board of directors of such conflict of interest and must have his/her declaration recorded in the minutes of the board meeting. The relevant director may not take part in the discussions on and may not vote on the relevant transaction. Any such conflict of interest must be reported to the next general meeting of shareholders prior to taking any resolution on any other item. Where the Company has a sole director and the sole director has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole director and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction.

Art. 26. Minutes of meetings of the board of directors.

26.1 The secretary or, if no secretary has been appointed, the chairman shall take minutes of any meeting of the board of directors, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

26.2 The sole director, as the case may be, shall also take and sign minutes of his/her resolutions.

26.3 Any copy and any excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of directors, by any two of its members or by the sole director, as the case may be.

26.4 In all situations and at any time the board of directors can also pass resolutions by circular letters or pass written board resolutions signed by all members of the board of directors that will be just as valid and enforceable as if they had been passed at a meeting duly convened and held. All signatures can be on the same document or on several counterparts of the resolution and can be in a letter, a facsimile or an e-mail by which it is possible to identify the sender.

Art. 27. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of (i) any two directors or (ii) by the joint signatures of the chairman and the Executive Officer or (iii) by the joint signatures of the vice-chairman and the Executive Officer or (iv) by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the board of directors or by the sole director. Within the limits of the daily management, the Company will be bound towards third parties by the signature of the Executive Officer or any person(s) to whom such power in relation to the daily management of the Company has been delegated acting alone or jointly in accordance with the rules of such delegation.

E. Supervision

Art. 28. Approved statutory auditor. The operations of the Company shall be supervised by an approved statutory auditor. The approved statutory auditor shall be appointed amongst the "réviseurs d'entreprises agréés" or "cabinets de révision agréés" accredited by the Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) and shall be appointed by the general meeting of shareholders, which determines the term of his/her/their office.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 29. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 30. Profits.

30.1 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's issued share capital.

30.2 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

30.3 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the issued share capital.

30.4 Under the terms and conditions provided by law and upon recommendation of the board of directors, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the Law and these articles of incorporation.

Art. 31. Interim dividends - Share premium.

31.1 Under the terms and conditions provided by law, the board of directors may proceed to the payment of interim dividends.

31.2 The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the director(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 32. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 33. Governing law. These articles of incorporation shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.“

This resolution has been adopted by unanimous vote.

Expenses

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed is estimated at about two thousand six hundred Euro (EUR 2,600.-).

There being no further business on the agenda, the same was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German texts, the English text will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing parties, the said parties signed together with us, the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahre zweitausend und fünfzehn, am vierundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

sind die Aktionäre der „Sparinvest Holdings SE“, einer société européenne mit Sitz in 28, boulevard Royal, L-2449 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Nummer B 164 834, gemäß der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 3049 vom 13. Dezember 2011 zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten. Die Statuten wurden letztmals abgeändert durch Urkunde von Notar Henri HELLINCKX, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 25. April 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations unter der Nummer 1829 vom 14. Juli 2014.

Die Generalversammlung wurde um 15.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Richard JACQUÉ, Angestellter, beruflich ansässig in Luxemburg, für eröffnet erklärt.

Die Generalversammlung ernennt Frau Belinda HENIG, Angestellte, beruflich wohnhaft in Luxemburg, zur Stimmenzählerin und Frau Isabel DIAS, Angestellte, beruflich ansässig in L-1750 Luxemburg, 74, avenue Victor Hugo, zur Schriftführerin.

Das Versammlungsbüro ist somit gebildet. Der Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Diese außerordentliche Generalversammlung wurde über eine an alle Aktionäre vom ersten April 2015 per Einschreiben gesehene Einladung, die die Tagesordnung enthält, einberufen.

II. Diese außerordentliche Generalversammlung hat folgende

Tagesordnung

1. Bestellung des Versammlungsbüros
2. Herabsetzung des Aktienkapitals durch nominell DKK 3.503.200 von der aktuellen Höhe DKK 38.879.500 auf DKK 35.376.300 durch Rückkauf von der Gesellschaft gehaltenen 29.672 Aktien der Klasse A und 5.360 Aktien der Klasse B.
3. Neufassung der koordinierten Satzung (ohne Abänderung des Objekts der Gesellschaft und der Form der Gesellschaft) aber mit Abänderung der Zeichnungsbefugnis der Gesellschaft)
4. Verschiedenes

III. Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie die Anzahl ihrer Aktien sind in eine Anwesenheitsliste aufgenommen. Diese von den Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre sowie

den Versammlungsbüromitgliedern unterzeichnete Anwesenheitsliste ist dieser Urkunde beigelegt, um mit ihr eingetragen zu werden.

Die Vollmachten der vertretenen Aktionäre, ne varietur von den Erschienenen unterzeichnet, sind ebenfalls dieser Urkunde beigelegt.

IV. Wie aus der Anwesenheitsliste hervorgeht, sind bei dieser Generalversammlung 297.443 Aktien der Klasse A und 18.088 Aktien der Klasse B von insgesamt dreihundertvierundsechzigtausendsiebenhunderteinunddreißig (364.731) ausgegebenen Aktien der Klasse A und vierundzwanzigtausendvierundsechzig (24.064) ausgegebenen Aktien der Klasse B zugegen oder vertreten.

V. Diese Generalversammlung, die 81,16 Prozent des Gesellschaftskapitals vertritt, ist rechtmäßig zusammengesetzt und kann somit rechtsgültig über alle Punkte der Tagesordnung befinden.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt eine Herabsetzung des Aktienkapitals durch nominell DKK 3.503.200 (dreimillionenfünfhundertdreitausendzweihundert Dänische Kronen) von der aktuellen Höhe DKK 38.879.500 (achtunddreißigmillionen achthundertneunundsiebzigttausendfünfhundert Dänische Kronen) auf DKK 35.376.300 (fünfunddreißigmillionendreihundersechszigtausenddreihundert) durch Rückkauf der von der Gesellschaft gehaltenen 29.672 (neunundzwanzigtausendsechshundertzweiundsiebzig) Aktien der Klasse A und 5.360 (fünftausenddreihundertsechzig) Aktien der Klasse B zu genehmigen.

Im Zusammenhang mit der Rücknahme der eigenen Aktien, wird die Gesellschaft keine Ausschüttungen an die Aktionäre vornehmen, sondern die Erlöse aus dem Rückkauf den buchhalterischen Rücklagen der Gesellschaft zuführen.

Dieser Beschluss wurde einstimmig angenommen.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt die Neufassung der koordinierten Satzung in ihrer Gesamtheit, (ohne Abänderung des Objekts der Gesellschaft und der Form der Gesellschaft) aber mit Abänderung der Zeichnungsbefugnis der Gesellschaft) die dann wie folgt lautet:

“A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Es besteht eine Gesellschaft in der Form einer société européenne (SE) unter dem Namen "Sparinvest Holdings SE" (die „Gesellschaft“).

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre aufgelöst werden, welcher der für eine Änderung dieser Satzung erforderlichen Mehrheit bedarf.

Art. 3. Zweck.

3.1 Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen jeder Art, in Luxemburg und in anderen ausländischen Gesellschaften, die Durchführung aller Geschäfte in Zusammenhang mit den Aktivitäten und Dienstleistungen des finanziellen Sektors und insbesondere Investitionstätigkeiten, Management von Investmentfonds, IT Dienstleistungen und Systeme für den finanziellen Sektor.

3.2 Der Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und sonstige Vermögensanlagen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf jede andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Entwicklung ihres Wertpapierbestandes.

3.3 Die Gesellschaft kann für sich selbst und für Dritte alle handelsbezogene, industrielle oder finanzielle Tätigkeiten vornehmen, die ihr zur Erreichung ihres Gesellschaftszweckes nützlich oder erforderlich erscheinen oder direkt oder indirekt mit diesem in Verbindung stehen.

Art. 4. Sitz.

4.1 Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats verlegt werden.

4.3 Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

4.4 Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Verwaltungsrats errichtet werden.

4.5 Der Sitz der Gesellschaft kann vom Großherzogtum Luxemburg in einen anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union verlegt werden gemäß den anwendbaren Gesetzen. Eine solche Verlegung hat weder die Auflösung der Gesellschaft noch die Gründung einer neuen juristischen Person zur Folge.

B. Aktienkapital - Aktien - Aktienverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Aktien

Art. 5. Aktienkapital.

5.1 Ausgegebenes Aktienkapital

5.1.1 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfunddreißig Millionen dreihundertsechundsiebzigtausenddreihundert dänische Kronen (DKK 35.376.300,-) bestehend aus dreihundertdreißigtausendsebenhundertdreißig (353.763) Aktien mit einem jeweiligen Nennwert in Höhe von einhundert dänischen Kronen (DKK 100) und ist eingeteilt in dreihundertfünfunddreißigtausendneunundfünfzig (335.059) Aktien der Klasse A („A-Aktien“) und achtzehntausendsiebenhundertundvier (18.704) Aktien der Klasse B („B-Aktien“).

5.1.2 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Aktionäre erhöht werden, welcher in der Weise gefasst wird, wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

5.1.3 Bestehende Aktionäre haben ein Bezugsrecht an neuen Aktien, die durch Bareinlage bezahlt werden. Im Falle von mehreren Aktionären werden die Aktien diesen proportional zur ihrem jeweiligen Aktienbesitz im Aktienkapital der Gesellschaft angeboten. Der Verwaltungsrat setzt den Zeitraum fest, in dem das Bezugsrecht ausgeübt werden kann. Dieser Zeitraum darf nicht kürzer sein als dreißig (30) Tage, gerechnet entweder ab dem Datum der Absendung eines Einschreibens an die Aktionäre, das den Beginn der Zeichnung ankündigt, oder ab dem Datum der Veröffentlichung der Mitteilung, in welcher der Beginn der Zeichnung bekanntgegeben und die Zeichnungsfrist festgelegt werden. Diese Mitteilung wird im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in zwei Zeitungen in Luxemburg veröffentlicht. Soweit gesetzlich zulässig, kann die Hauptversammlung, die entweder einberufen ist, um (i) die Erhöhung des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft zu beschließen (ii) oder über die Befugnis, die dem Verwaltungsrat eingeräumt wird, um das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft im Rahmen des genehmigten Aktienkapitals zu erhöhen oder das Bezugsrecht bestehender Aktionäre zu beschränken bzw. einzuziehen oder um den Verwaltungsrat hierzu zu bevollmächtigen. Die Beschlussfassung hat in der für die Änderung dieser Satzung geltenden Art und Weise zu erfolgen.

5.1.4 Das ausgegebene Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß den Bestimmungen des Gesetzes durch einen Beschluss der Hauptversammlung herabgesetzt werden, welcher in einer Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieser Satzung erforderlich ist.

Art. 6. Aktien.

6.1 Das Aktienkapital der Gesellschaft ist eingeteilt in die Aktien der Klasse A und Aktien der Klasse B, jede davon mit dem gleichen Nennwert.

6.2 Sämtliche A-Aktien sind in jeder Hinsicht identisch und gewähren auf proportionaler Grundlage Anspruch auf Auszahlung von Dividenden. Bei jeder Ausschüttung von Vermögenswerten, mit Ausnahme von Dividenden, erfolgt die Verteilung der Ausschüttung nach der Gesamtgrundlage dieser A-Aktien. Jede Aktie der Klasse A berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten, bei denen die Aktionäre das Recht haben zu wählen.

6.3 Sämtliche B-Aktien sind in jeder Hinsicht identisch und gewähren auf proportionaler Grundlage Anspruch auf Auszahlung von Dividenden. Bei jeder Ausschüttung von Vermögenswerten, mit Ausnahme von Dividenden, erfolgt die Verteilung der Ausschüttung nach der Gesamtgrundlage der B-Aktien. Jede Aktie der Klasse B berechtigt dessen Eigentümer zu einer Stimme bei Angelegenheiten, bei denen die Aktionäre das Recht haben zu wählen.

6.4 Unbeschadet des Artikels 16, hat weder der Tod, die Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, Insolvenz oder ein anderes ähnliches Ereignis in Bezug auf einen Aktionär die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

6.5 Die Aktien der Gesellschaft sind Namensaktien und können nicht in Inhaberaktien umgewandelt werden.

Art. 7. Aktienverzeichnis.

7.1 Das Aktienregister wird am Geschäftssitz der Gesellschaft aufbewahrt, wo es von jedem Aktionär eingesehen werden kann. Dieses Aktienregister enthält insbesondere den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien, die Angabe der auf diese Aktien geleisteten Zahlungen, jede Übertragung von Aktien und deren Datum gemäß Artikel 8.4 dieser Satzung, sowie jedes Sicherungsrecht, das den Aktien eingeräumt wird.

7.2 Jeder Aktionär wird der Gesellschaft seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die ihr zuletzt von einem Aktionär mitgeteilte Adresse berufen.

Art. 8. Aktienbesitz.

8.1 Der Nachweis des Aktienbesitzes kann durch die Eintragung eines Aktionärs im Aktienverzeichnis erfolgen. Aktienzertifikate hinsichtlich solcher Eintragungen werden durch den Verwaltungsratsvorsitzenden ausgestellt und unterzeichnet, durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder gegebenenfalls durch ein alleiniges Verwaltungsratsmitglied auf Anfrage und auf Kosten des betreffenden Aktionärs.

8.2 Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Aktie an. Falls eine Aktie mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bestimmen, die als Alleininhaberin dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft angesehen wird. Die Gesellschaft ist berechtigt jegliche Rechtsausübung in Bezug auf eine Aktie, die sich im Besitz mehrerer Eigentümer befindet, so lange zu unterbinden bis ein Inhaber bestimmt ist.

8.3 Die Aktien sind übertragbar gemäß Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der abgeänderten Fassung (nachstehend das „Gesetz“) und ferner vorbehaltlich den Bestimmungen von Artikel 10.

8.4 Die Übertragung der Aktien wird gegenüber der Gesellschaft und gegenüber Dritten rechtskräftig entweder durch Eintragung einer Übertragungserklärung ins Aktienregister, unterzeichnet und datiert durch den Zedenten und den Zessionar oder durch ihre Vertreter oder durch Mitteilung der Übertragung durch die Gesellschaft oder durch Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung, demzufolge jedes Verwaltungsratsmitglied die Übertragung in das Aktienverzeichnis eintragen kann.

8.5 Die Gesellschaft kann auch durch jedes Verwaltungsratsmitglied jeder Übertragung zustimmen und ins Aktienregister eintragen, die in jedem Schriftverkehr oder in einem anderen Dokument vorkommen und die Zustimmung des Zedenten und des Zessionars belegen.

Art. 9. Einschränkung des Aktienbesitzes.

9.1 Nur (i) örtliche oder regionale Banken, die einen speziellen oder regionalen Bezirk abdecken (keine landesweite Banken) sowie Zusammenschlüsse solcher, Pensionsfonds, Versicherungs-Gesellschaften, Stiftungen und Investmentfonds, die entweder umfangreiche Geschäftsbeziehungen mit der Gesellschaft und/oder den konsolidierten Gesellschaften dieser (insgesamt die „Sparinvest Gruppe“) unterhalten, oder von denen der Verwaltungsrat erwartet, dass sie derartige Geschäftsbeziehungen mit der Sparinvest Gruppe entwickeln, sowie (ii) Gesellschaften oder juristische Personen, die unmittelbar oder mittelbar von einer juristischen Person oder einem Zusammenschluss voll kontrolliert sind, die die Anforderungen an einen A-Aktionär nach (i) erfüllen; oder (iii) von einer oder mehreren juristischen Personen oder Zusammenschlüssen als gemeinsame Holdinggesellschaft/person gegründete Gesellschaften oder juristische Personen, die die Anforderungen an einen A-Aktionär nach (i) erfüllen, wobei diese die Zeichnung bzw. den Besitz sämtlicher ihrer jeweiligen A-Aktien zum unternehmerischen Gegenstand haben, vorausgesetzt dass das Eigentum und die Kontrolle einer solchen gemeinsamen Holdinggesellschaft/person jederzeit derart angepasst wird, dass diese dem proportionalen Anteil von A-Aktien entsprechen, den jeder Eigentümer in die gemeinsame Holdinggesellschaft/person einbringt (siehe auch Artikel 12), können A-Aktien zeichnen und besitzen. Jeder Verweis in dieser Satzung auf einen A-Aktionär oder A-Aktionäre betrifft die Gesellschaften, juristischen Personen oder Zusammenschlüsse, die nach diesem Artikel 9.1 zugelassene Eigentümer von A-Aktien sind („A-Aktionäre“).

9.2 B-Aktien können nur durch Angestellte der Gesellschaft oder ihrer direkt oder indirekt kontrollierten Gesellschaften gezeichnet werden, die Aktien in der Gesellschaft erworben haben gemäß einem Beschluss durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft oder durch die Hauptversammlung, die sie als Aktionäre zulässt („B-Aktionäre“).

9.3 Personen und Gesellschaften oder Unternehmen, die nicht zu den Gruppen von Aktionären die oben genannt sind, gehören, können keine bestehenden Aktien erwerben oder neue Aktien zeichnen ohne die vorherige Genehmigung der Hauptversammlung mit dem Quorum und der Mehrheit, die zur Abänderung der Satzung der Gesellschaft benötigt werden.

9.4 Die oben genannten Bestimmungen gelten unbeschadet des Rechts der Gesellschaft, ihre eigenen Aktien zu erwerben, unabhängig von der Klasse von Aktien.

9.5 Kein Aktionär kann mehr als 25% des gesamten Aktienkapitals der Gesellschaft besitzen. Jeder Aktionär, der ungeachtet Grund hierfür mehr als 25% des Aktienkapitals hält, wird den Überschuss an Aktien gemäß den in Artikel 10.3-10.13 vorgesehenen Bestimmungen zum Verkauf anbieten.

9.6 Die Gesellschaft wird keine Aktienübertragung, die 25% übersteigt, anerkennen und in das Aktienregister eintragen.

Art. 10. Einschränkungen von Aktienübertragung, Vorkaufsrecht, Kaufoptionen und Einlösung.

10.1 Jede Übertragung von Aktien, darunter auch durch Verschmelzung, Spaltung, Zusammenschluss oder durch eine Kombination dieser, bedarf der vorherigen schriftlichen Zustimmung des Verwaltungsrats, indem dieser sicherzustellen hat, dass der neue Aktionär die in Artikel 9 vorgesehenen Bestimmungen erfüllt.

10.2 Keine Aktie kann ohne die vorherige schriftliche Zustimmung des Verwaltungsrats belastet oder verpfändet werden.

10.3 In Verbindung mit der Übertragung von Aktien der Gesellschaft - ungeachtet Art und Weise - steht der Gesellschaft oder den verbleibenden A-Aktionären (die „Vorkaufrechtinhaber“) ein Vorkaufsrecht an den Aktien gemäß den Artikeln 10.4-10.13 zu.

10.4 Vorbehaltlich Art. 49 Abs. 2 des Gesetzes kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen ihr Vorkaufsrecht entweder in eigenem Namen oder in Namen einer Tochtergesellschaft ausüben, die durch die Gesellschaft benannt wurde. Für den Gegenstand dieses Artikels, bedeutet Tochtergesellschaft eine Gesellschaft, die direkt oder indirekt durch die Gesellschaft geführt wird so wie dieses Konzept in Artikel 11 unten definiert ist.

10.5 Allerdings bezieht sich das Vorkaufsrecht nicht auf Aktien, die (i) im Rahmen einer Verschmelzung, eines Zusammenschlusses oder sonstigen Zusammenlegung der Aktionäre der Gesellschaft oder die (ii) auf eine Gesellschaft/juristische Person wie in Artikel 9.1 (ii) und (iii) und (ii) beschrieben übertragen bzw. an eine solche zurückübertragen werden und (iii) die von B-Aktionären übertragen werden.

10.6 Sofern ein Aktionär vorbehaltlich des Vorkaufsrechts die Übertragung von A-Aktien der Gesellschaft erwägt, so hat er (der „anbietende Aktionär“) den Verwaltungsrat diesbezüglich umgehend schriftlich zu informieren unter Angabe der Anzahl von A-Aktien, die dem Vorkaufsrecht unterliegen („angebotene Aktien“).

10.7 Bei Erhalt dieser schriftlichen Mitteilung beschließt der Verwaltungsrat der Gesellschaft mit Stimmenmehrheit, ob die Gesellschaft entweder in eigenem Namen oder im Namen einer durch sie benannten Tochtergesellschaft ihr Vorkaufsrecht an sämtlichen oder einem Teil der angebotenen Aktien ausüben möchte. Möchte die Gesellschaft ihr Vorkaufsrecht nicht ausüben, so hat der Verwaltungsrat den Vorkaufrechtsinhabern unverzüglich per Einschreiben eine Mitteilung zu übermitteln, aus der die (restliche) Zahl angebotener Aktien hervorgeht, die hiernach den Vorkaufrechtsinhabern angeboten werden („die restlichen angebotenen Aktien“). Das Vorkaufsrecht ist innerhalb von 15 Tagen nach Eingang der schriftlichen Mitteilung bei den Aktionären auszuüben, indem der Vorkaufrechtsinhaber dem Verwaltungsrat die Höchstzahl der restlichen angebotenen Aktien, die er jeweils zu erwerben beabsichtigt („die Akzeptierten Aktien“) (diese Zahl kann den anteiligen Aktienbesitz des Vorkaufrechtsinhabers an den Aktien der Gesellschaft über- bzw. unterschreiten). Die Ausübung von Vorkaufsrechten durch die Vorkaufrechtsinhaber gilt als verbindliches Angebot über den Kauf der Akzeptierten Aktien, jedoch auch als verbindliches Angebot über den Kauf einer jeden geringeren Anzahl Aktien. Übersteigt die Gesamtzahl der von sämtlichen Vorkaufrechtsinhabern Akzeptierten Aktien die Zahl der restlichen angebotenen Aktien, so sind die restlichen angebotenen Aktien unter den Vorkaufrechtsinhabern im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Aktienbesitz an der Gesellschaft zu verteilen.

10.8 Der Kurs des Vorkaufrechts wird jedes Jahr in der Jahreshauptversammlung der Gesellschaft nach dem von der Hauptversammlung am 21. April 2015 bestimmten Verfahren festgelegt und gilt rechtskräftig und rückwirkend vom 1. Januar für das jeweilige Kalenderjahr („Vorkaufrechtspreis“). Der anbietende Aktionär hat jedoch allein Anspruch auf Erhalt von 80 % des Kurses des Vorkaufrechts, während die verbleibenden 20 % an die Gesellschaft zu zahlen sind bzw. ihr zufallen.

10.9 Übt die Gesellschaft ihr Vorkaufsrecht aus, so hat sie den Kurs des Vorkaufrechts in bar abzüglich 20 % spätestens 30 Tage nach Beschlussfassung der Ausübung des Vorkaufrechts im Verwaltungsrat an den anbietenden Aktionär zu zahlen. Machen die Vorkaufrechtsinhaber von ihrem Vorkaufsrecht Gebrauch, so hat jeder der rechtsausübenden Vorkaufrechtsinhaber spätestens 30 Tage nachdem der Verwaltungsrat der Gesellschaft den jeweiligen Vorkaufrechtsinhabern die Zahl der restlichen angebotenen Aktien unverzüglich bei Bekanntwerden dieser bestätigt hat, dem anbietenden Aktionär 80 % und der Gesellschaft 20 % des Vorkaufrechtspreises zu zahlen.

10.10 Wurde der Vorkaufrechtspreis eines bestimmten Jahres nicht vor dem Zeitpunkt der Zahlung festgesetzt, ist ein vorläufiger Vorkaufrechtspreis in Höhe des Vorkaufrechtspreises des vorherigen Jahres zu zahlen und nach Festsetzung des Vorkaufrechtspreises für das betreffende Jahr eine Regulierung vorzunehmen und der Differenzbetrag zu zahlen.

10.11 Im Wege der Ausübung eines Vorkaufrechts erworbene Aktien sind bei den nächsten fünf (5) jährlichen Umverteilungen, siehe Artikel 12.6 zwecks Details, von der jährlichen Regulierung nach Maßgabe von Artikel 12 ausgeschlossen.

10.12 Die Übertragung der angebotenen Aktien ist bei Zahlung des Vorkaufrechtspreises (bei Zahlung durch die Gesellschaft jedoch abzüglich 20 %) vollbracht und ordnungsgemäß in das Aktienverzeichnis einzutragen.

10.13 In dem Maße, in dem nicht sämtliche der angebotenen Aktien von der Gesellschaft oder den Vorkaufrechtsinhabern erworben worden sind, ist die Gesellschaft während eines Zeitraums von drei (3) Monaten nach Erhalt der Mitteilung gemäß Artikel 10.6 berechtigt, jedoch nicht verpflichtet, diese zu erwerben bzw. in Verbindung mit einer Kapitalherabsetzung der restlichen Anzahl A-Aktien die Einlösung einzuleiten. Der Kauf- bzw. Einlösungspreis für diese restlichen A-Aktien muss dem Vorkaufrechtspreis nach Artikel 10.8 verringert um 20 % entsprechen. Sollte der Vorkaufrechtspreis eines bestimmten Kalenderjahres vor dem Zeitpunkt für den Kauf der restlichen A-Aktien nicht festgesetzt worden sein, finden die Bestimmungen des Artikels 10.10 Anwendung. Ist der Vorkaufrechtspreis eines Kalenderjahres vor dem Zeitpunkt der Einlösung der restlichen A-Aktien nicht bekannt, kann die Einlösung aufgeschoben werden, bis der Vorkaufrechtspreis vorliegt.

Art. 11. Pflicht zur Veräußerung von Aktien. Im Falle eines unmittelbaren oder mittelbaren Übergangs des beherrschenden Einflusses auf einen A-Aktionär (in diesem Sinne beschreibt „beherrschender Einfluss“ auf einen Aktionär (i) den unmittelbaren oder mittelbaren, formellen oder tatsächlichen Besitz von mehr als 50 % der Stimmrechte an einem solchen Aktionär, oder in Bezug auf einen Trust von mehr als 50 % an den Rechten des eigentlichen Eigentümers bzw. die Position als Trustee, bzw. eine ähnliche Funktion, oder (ii) die Ermächtigung zur Leitung, Steuerung sowie die anderweitige Weisungsbefugnis in Bezug auf die Führung und strategische Ausrichtung eines solchen Aktionärs - unmittelbar oder mittelbar - oder die Ermächtigung zur Bestellung der Führungs- und Weisungsorgane bzw. der Mehrheit dieser bei einem solchen Aktionär oder der Besitz stimmberechtigter Wertpapiere durch Vereinbarung oder dergleichen mehr), wodurch Dritte unmittelbar oder mittelbar Aktionär des A-Aktionärs werden, ist ein solcher A-Aktionär verpflichtet, seine Aktien nach den Bestimmungen der Artikel 10.3-10.13 zum Verkauf anzubieten. Hinsichtlich einer nach Artikel 9.1 (iii) gegründeten, gemeinsamen Holdinggesellschaft/person findet dieser Artikel 11 Anwendung auf die unmittelbare und mittelbare Änderung des beherrschenden Einflusses auf die jeweiligen Eigentümer, sodass es dem betroffenen Eigentümer verwehrt ist, Eigentümer der gemeinsamen Holdinggesellschaft zu sein und die gemeinsame Holdinggesellschaft dazu verpflichtet ist, jene A-Aktien in Übereinstimmung mit den Artikeln 10.3-10.13 zum Verkauf anzubieten, die sie namens des betroffenen Eigentümers hält.

Art. 12. Jährliche Angleichung.

12.1 Nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres hat der Verwaltungsrat die Angleichung des Besitzanteils der jeweiligen A-Aktionäre an der Gesellschaft auf Basis des vom jeweiligen A-Aktionär geleisteten Betrags zur Wertschöpfung der

Sparinvest-Gruppe wie in diesem Artikel 12 näher festgelegt. Der der Gesellschaft und ihren Tochtergesellschaften gehörende Aktienbesitz bzw. der Aktienbesitz der Investierungsforeningen Sparinvest sind von der Angleichung ausgeschlossen.

12.2 Der Beitrag eines jeden A-Aktionärs zur Wertschöpfung der Sparinvest-Gruppe im vergangenen Geschäftsjahr (hiernach „Beitragsanteil“ genannt) ergibt sich aus dem gewichteten Mittelwert (i) des relativen Beitrags des jeweiligen A-Aktionärs zu dem von der Sparinvest-Gruppe verwalteten Gesamtvermögen („Anteil am verwalteten Vermögen“) und (ii) des jeweiligen Beitrags des A-Aktionärs zu dem Deckungsbeitrag der Sparinvest-Gruppe („Anteil am Deckungsbeitrag“). Bei der Berechnung für 2015 sind der Anteil am verwalteten Vermögen und der Anteil am Deckungsbeitrag mit jeweils 50 Prozent zu berücksichtigen. Bei der Kalkulation für 2016 und jedem der folgenden Jahre sind der Anteil am verwalteten Vermögen mit 25 Prozent und der Anteil am Deckungsbeitrag mit 75 Prozent in die Berechnung mit einzubeziehen. Der Anteil der Beiträge des jeweiligen A-Aktionärs am verwalteten Vermögen und am Deckungsbeitrag werden wie in Artikel 12.3 näher dargelegt und definiert ermittelt.

12.3 Der Anteil am verwalteten Vermögen wird als das verwaltete Vermögen des einzelnen A-Aktionärs, ausgedrückt als prozentualer Anteil am gesamten verwalteten Vermögen sämtlicher A-Aktionäre, ermittelt. Das „verwaltete Vermögen“ versteht sich als die Summe von (a) des Portfolios der von Investierungsforeningen Sparinvest oder einem anderen von der Sparinvest-Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwalteten Investmentfonds ausgegebenen Investmentzertifikate, die jeder einzelne A-Aktionär entweder für seine Kunden oder in eigenem Namen in Wertpapierdepots hält, und (b) des eigenen Anlagevolumens der jeweiligen A-Aktionäre, das von der Sparinvest-Gruppe (als Anlageverwalter und nicht nur als Verwaltungsstelle) verwaltet wird.

Der Anteil eines A-Aktionärs am Deckungsbeitrag errechnet sich aus dem Provisionsüberschuss der Sparinvest-Gruppe aus der Verwaltung des für den jeweiligen A-Aktionär im betreffenden Geschäftsjahr verwalteten Vermögens, ausgedrückt als prozentualer Anteil an dem gesamten, von allen A-Aktionären erhaltenen Provisionsüberschuss. „Provisionsüberschuss“ beschreibt (i) alle für die Verwaltung der jeweils verwalteten Vermögen erhaltenen Erträge der Sparinvest-Gruppe, d. h. Management- und Verwaltungsgebühren sowie jegliche sonstigen Gebühren luxemburgischer und anderer, nichtdänischer Investmentfonds sowie den Kostenanteil dänischer Investmentfonds, abzüglich (ii) der von der Sparinvest-Gruppe auf Grundlage des verwalteten Vermögens der A-Aktionäre an diese gezahlten Kommissionen oder ähnlichen Gebühren und zuzüglich (iii) der Gesamterträge der Sparinvest-Gruppe aus der Ausgabe strukturierter finanzieller Produkte für andere, wobei sich der Ertrag als der der Sparinvest-Gruppe für das jeweilige strukturierte finanzielle Produkt jeweils zustehende Bruttoertrag errechnet. Die aus dem Management des jeweils verwalteten Vermögens erzielten Erträge sind ohne Berücksichtigung etwaiger variabler Elemente des Honorars zu berechnen, das von der Leistung der Sparinvest-Gruppe abhängig ist, es sei denn, es handelt sich um Verträge über die Betreuung von jeweiligem verwalteten Vermögen, welches ausschließlich auf variablen Elementen basiert.

12.4 Die Berechnung des Beitragsanteils der jeweiligen A-Aktionäre erstreckt sich nicht nur auf die Beiträge der A-Aktionäre an sich, sondern auch auf die Beiträge von dem Konzern, in den der A-Aktionär eingeht. Ist ein A-Aktionär eine nach Artikel 9.1 (iii) etablierte, gemeinsame Holdinggesellschaft/person, so ist der Beitragsanteil eines solchen A-Aktionärs indessen auf die gesamten Beiträge aller Eigentümer und der jeweiligen Konzerne dieser zu basieren. Im Sinne dieses Artikels 12.4 ist unter dem Begriff „Konzern“ ein A-Aktionär (oder Eigentümer einer Holdinggesellschaft/person) zu verstehen, der zusammen mit einer jeglichen sonstigen Person unmittelbar oder mittelbar beherrschend ist oder von bzw. unter der gemeinsamen Kontrolle mit dem A-Aktionär (oder Eigentümer einer Holdinggesellschaft/person) beherrscht wird, wobei unter „Kontrolle“ der unmittelbare oder mittelbare Besitz von über fünfzig (50) Prozent des Kapitals oder de facto der Führungsbefugnisse zu verstehen ist.

12.5 Der angestrebte Nennbetrag der von den A-Aktionären nach der jährlichen Angleichung jeweils gehaltenen A-Aktien („angestrebter Eigentumsanteil“) ermittelt sich als $B \times ((N-E)/100)$, wobei B den Beitragsanteil, N den gesamten Nennbetrag der A-Aktien der Gesellschaft und E den Nennbetrag der von der Gesellschaft (und deren Tochtergesellschaften) und Investierungsforeningen Sparinvest gehaltenen A-Aktien, abzüglich des Nennbetrags etwaiger von der Gesellschaft (oder deren Tochtergesellschaften) in Übereinstimmung mit Artikel 10 (in Verbindung mit den Artikeln 9.5 bzw. 11) in den vorhergegangenen fünf (5) Geschäftsjahren erworbenen A-Aktien beschreibt.

12.6 Dem tatsächlichen Nennbetrag der von einem A-Aktionär gehaltenen A-Aktien wird bei Berechnung des Nennbetrags etwaiger vom betreffenden A-Aktionär in den vorherigen fünf (5) Geschäftsjahren in Übereinstimmung mit Artikel 10 (darunter in Verbindung mit den Artikeln 9.5 bzw. 11) veräußerten A-Aktien (die „ausgenommenen Aktien“) zugeordnet und der Nennbetrag etwaiger ausgenommener Aktien abgezogen, die der betreffende A-Aktionär innerhalb der vorherigen fünf (5) Geschäftsjahren erworben hat, und die hiernach „Eigentumsanteil“ genannt werden.

12.7 Ungeachtet der Bestimmungen in Artikel 12.5 kann der angestrebte Eigentumsanteil eines A-Aktionärs, der die Voraussetzungen für einen Aktionär der Gesellschaft (siehe Artikel 19) erfüllt, nie niedriger sein als die Summe (i) des Nennwerts eines zulässigen Mindestbestands von 100 A-Aktien der Gesellschaft und (ii) des Nennwerts der etwaigen ausgenommenen Aktien des A-Aktionärs (hiernach „Mindesteigentumsanteil“ genannt). Würde der angestrebte Eigentumsanteil eines A-Aktionärs ansonsten niedriger ausfallen als der Mindesteigentumsanteil, ist dem betreffenden A-Aktionär der Mindesteigentumsanteil als angestrebter Eigentumsanteil zuzuteilen und nicht in die allgemeine Berechnung der Beitragsanteile und angestrebten Eigentumsanteile mit einzubeziehen. Gegebenenfalls sind bei Berechnung des angestrebten Eigentumsanteils der übrigen A-Aktionäre folgende Anpassungen vorzunehmen: (i) das gesamte verwaltete Vermögen sämtlicher A-Aktionäre wird ohne Berücksichtigung des verwalteten Vermögens des betreffenden A-Aktionärs berechnet,

(ii) der gesamte, von sämtlichen A-Aktionären eingegangene Provisionsüberschuss wird ohne Berücksichtigung des vom betreffenden A-Aktionär gezahlten Provisionsüberschusses berechnet, (iii) der gesamte Nennbetrag der AAktien der Gesellschaft wird ohne den Mindesteigentumanteil des betreffenden A-Aktionärs berechnet und (iv) der Nennbetrag der von der Gesellschaft (und deren Tochtergesellschaften) und Investierungsforeningen Sparinvest gehaltenen A-Aktien wird ohne Abzug etwaiger vom betreffenden A-Aktionär erworbener ausgenommener Aktien berechnet.

12.8 Ist der Eigentumanteil eines A-Aktionärs größer als sein angestrebter Eigentumanteil, so ist der A-Aktionär („pflichtiger Aktionär“ oder gemeinsam „pflichtige Aktionäre“) berechtigt, jedoch nicht verpflichtet, A-Aktien der Gesellschaft zu verkaufen, sodass der Eigentumanteil dem angestrebten Eigentumanteil entspricht.

12.9 Ist der Eigentumanteil eines A-Aktionärs kleiner als sein angestrebter Eigentumanteil, so ist der A-Aktionär („der berechnete Aktionär“ oder gemeinsam „die berechtigten Aktionäre“) verpflichtet, jedoch nicht berechtigt, A-Aktien der Gesellschaft zu erwerben, sodass der Eigentumanteil dem angestrebten Eigentumanteil entspricht.

12.10 Spätestens am 1. März eines jeden Jahres erstellt der Verwaltungsrat eine vorläufige Berechnung des Eigentumanteils eines jeden A-Aktionärs. Die relevanten Teile der vorläufigen Berechnung werden den berechtigten Aktionären schnellstmöglich nach Ausarbeitung zusammen mit einer Indikation zugestellt, wie viele A-Aktien der betreffende A-Aktionär den Erwartungen nach erwerben können. Hat der Verwaltungsrat vor dem Zeitpunkt der Zustellung Kenntnis von der Nichtabnahme von A-Aktien durch den berechtigten Aktionär, so werden diese A-Aktien bei Berechnung anteilig auf sämtliche A-Aktionäre verteilt. Berechtigte A-Aktionäre, die die angegebene Anzahl A-Aktien nicht erwerben möchten, haben den Verwaltungsrat spätestens zwei (2) Wochen nach Erhalt der Abrechnungsmitteilung diesbezüglich zu unterrichten. Auf Grundlage dieser Rückmeldungen gibt der Verwaltungsrat den pflichtigen Aktionären schnellstmöglich eine Indikation ab, wie viele A-Aktien diese den Erwartungen nach verkaufen müssen. Der Verwaltungsrat kann in diesem Zusammenhang berücksichtigen, ob er erwartet, dass die Gesellschaft (und/oder deren Tochtergesellschaft) sämtliche oder einige der von der Verkaufspflicht umfassten A-Aktien abzunehmen bzw. einzulösen gedenkt, von denen nicht erwartet wird, dass sie von den berechtigten Aktionären abgenommen werden.

12.11 Unmittelbar nach Stattfinden der Jahreshauptversammlung erstellt der Verwaltungsrat eine Schlussabrechnung des angestrebten Eigentumanteils eines jeden A-Aktionärs und teilt den berechtigten Aktionären unverzüglich danach die endgültige Anzahl der A-Aktien mit, zu deren Kauf sie jeweils berechtigt sind, sowie den auf diese A-Aktien zu zahlenden Preis, der dem gemäß Artikel 10.8 festgesetzten Vorkaufspreis zu entsprechen hat (Artikel 10.8 Satz 2 findet indessen keine Anwendung). Hat der Verwaltungsrat vor dem Zeitpunkt der Zustellung Kenntnis davon, dass ein berechtigter Aktionär keine A-Aktien abnehmen möchte, so werden diese A-Aktien bei Berechnung anteilig auf sämtliche A-Aktionäre verteilt. Möchten die berechtigten Aktionäre die angegebene Anzahl A-Aktionen nicht erwerben, so haben sie den Verwaltungsrat spätestens eine (1) Woche nach Erhalt der Abrechnungsmitteilung diesbezüglich zu benachrichtigen.

12.12 Auf Grundlage dieser Rückmeldungen teilt der Verwaltungsrat den pflichtigen Aktionären schnellstmöglich mit, wie viele A-Aktien sie zu veräußern verpflichtet sind. Aus dieser Mitteilung hat die Anzahl A-Aktien hervorzugehen, welche die Gesellschaft (und/oder deren Tochtergesellschaft) abnehmen bzw. einlösen möchte, sofern diese nach der in diesem Artikel 12 vorgesehenen Vorgehensweise im Übrigen nicht an andere A-Aktionäre abgesetzt wurden. Werden diese restlichen A-Aktien auch nicht von der Gesellschaft (bzw. einer ihrer Tochtergesellschaften) abgenommen, so mindert sich die Verkaufspflicht der pflichtigen Aktionäre dementsprechend.

12.13 Zur Durchführung der Übertragung leitet der Verwaltungsrat schnellstmöglich hiernach die für die Vornahme der jährlichen Angleichung erforderlichen Schritte ein.

12.14 Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen kann der Verwaltungsrat in Verbindung mit der Aufnahme neuer A-Aktionäre beschließen, dass ein neuer A-Aktionär für einen näher bezeichneten Zeitraum oder bis der Beitragsanteil des betreffenden A-Aktionärs mindestens seinem Eigentumanteil entspricht. Folglich sind der Beitragsanteil bzw. angestrebte Eigentumanteil des betreffenden A-Aktionärs während dieses Zeitraums nicht zu ermitteln, wie auch die von diesem Artikel 12.14 umfassten A-Aktionäre bei Berechnung (i) des gesamten verwalteten Vermögens der übrigen A-Aktionäre auszuschließen sind und (ii) dem gesamten, von sämtlichen A-Aktionären eingegangenen Provisionsüberschuss die von diesem Artikel 12.14 umfassten A-Aktionäre abzuziehen sind wie auch (iii) der Nennbetrag der A-Aktien, die (rechnerisch) den von diesem Artikel 12.14 umfassten A-Aktionären zugewiesen sind, dem gesamten Nennbetrag der A-Aktien der Gesellschaft abzuziehen sind.

Art. 13. Dividende.

13.1 Die Aktien gewähren dem Halter das Recht auf Dividende.

Dividenden werden dem Aktionär an der im Aktienregister zum Ausschüttungstermin vermerkten Adresse ausgezahlt.

C. Hauptversammlung der Aktionäre

Art. 14. Befugnisse der Hauptversammlung der Aktionäre.

14.1 Die Aktionäre üben ihre gemeinschaftlichen Rechte in der Hauptversammlung aus, die eines der Gesellschaftsorgane bildet.

14.2 Wenn die Gesellschaft nur einen Aktionär hat, übt dieser Aktionär die Befugnisse der Hauptversammlung aus. In diesem Fall und sofern der Begriff „alleiniger Aktionär“ in dieser Satzung nicht ausdrücklich erwähnt ist, ist der in dieser Satzung verwendete Verweis auf „die Hauptversammlung“ als Verweis auf den „alleinigen Aktionär“ auszulegen.

14.3 Die Hauptversammlung ist mit den ihr per Gesetz und dieser Satzung ausdrücklich vorbehaltenen Befugnissen ausgestattet.

Art. 15. Einberufung der Hauptversammlung der Aktionäre.

15.1 Die Hauptversammlung kann jederzeit durch den Verwaltungsrat oder einen etwaigen Abschlussprüfer (Commissaire) zum Stattfinden an einem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort und Datum einberufen werden.

15.2 Der Verwaltungsrat oder der etwaige zuständige Abschlussprüfer haben eine Hauptversammlung auf den schriftlichen, an den Verwaltungsrat oder Abschlussprüfer adressierten Antrag eines oder mehrerer A-Aktionäre, die insgesamt mindestens 5 Prozent des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft vertreten, einzuberufen. Der schriftliche Antrag muss eine Tagesordnung enthalten. In diesem Fall ist die Hauptversammlung durch den Verwaltungsrat oder den Abschlussprüfer zum Stattfinden innerhalb einer Frist von einem (1) Monat nach Erhalt des Antrags an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort und Zeitpunkt einzuberufen.

15.3 Jahreshauptversammlungen finden in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort in Luxemburg, wie er sich aus dem Einberufungsschreiben ergibt, am dritten Dienstag des Monats April um 11.00 Uhr Ortszeit statt. Handelt es sich bei diesem Tag um einen gesetzlichen Feiertag oder Bankfeiertag, so ist die Jahreshauptversammlung am darauffolgenden Werktag abzuhalten. Der Verwaltungsrat oder gegebenenfalls der Abschlussprüfer rufen die jährliche Hauptversammlung innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ausarbeitung des Jahresabschlusses ein.

15.4 Die Einberufung zu einer Hauptversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und entweder mit einem Mindestzeitabstand von acht (8) Tagen sowie acht Tage vor dem Stattfinden der Hauptversammlung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations und in einer Luxemburger Zeitung zweimal veröffentlicht werden, oder ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem vorgesehenen Versammlungstermin an jeden Aktionär abzusenden. Bei Veröffentlichung der Einberufung gemäß den oben genannten Bedingungen wird ein Einberufungsschreiben zudem jedem Aktionär mindestens acht (8) Tage vor dem geplanten Versammlungstermin zugestellt.

15.5 Ein oder mehrere Aktionäre, die insgesamt mindestens zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können verlangen, dass ein Punkt oder mehrere Punkte der Tagesordnung jeder Hauptversammlung der Aktionäre zugefügt wird/ werden. Dieser Antrag muss mindestens sechs (6) Wochen vor dem für die Versammlung vorgesehenem Datum per Einschreiben an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft gesendet werden.

15.6 Wenn alle Aktionäre an der Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Hauptversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Art. 16. Durchführung von Hauptversammlungen der Aktionäre.

16.1 In jeder Hauptversammlung ist ein Büro der Versammlung bestehend aus einem jeweils von der Hauptversammlung bestellten Vorsitzenden, Sekretär und Prüfer zu wählen, die jeweils weder Aktionäre noch Mitglieder des Verwaltungsrats sein müssen. Das Büro der Versammlung soll insbesondere die Durchführung der Versammlung gemäß den einschlägigen Bestimmungen und Vorschriften, insbesondere den Bestimmungen über Einberufung, Mehrheitserfordernis, Stimmauszählung und Vertretung von Aktionären, sicherstellen.

16.2 Bei jeder Hauptversammlung ist eine Anwesenheitsliste der Aktionäre zu führen.

16.3 Beschlussfähigkeit

Zur wirksamen Beschlussfassung der Hauptversammlung bedarf es keines Quorums, es sei denn, das Gesetz oder diese Satzung sehen etwas anderes vor.

16.4 Wahl

16.4.1 Jede Aktie gewährt nach den gesetzlichen Bestimmungen das Recht auf eine (1) Stimme.

16.4.2 Beschlüsse werden in einer ordnungsgemäß einberufenen Hauptversammlung der Aktionäre mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst, sofern sich nicht aus dem Gesetz oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden nicht berücksichtigt.

16.4.3 Jeder Beschluss, der die Auflösung, die Verschmelzung oder den Verkauf der Gesellschaft als Ganzes betrifft, kann nur mit den Ja-Stimmen von Aktionären gefasst werden, die mindestens zwei Drittel des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren, ungeachtet der Bestimmungen des Artikel 67 Absatz 1 des Gesetzes.

Enthaltungen und nichtige Stimmen bleiben unberücksichtigt.

16.5 Ein Aktionär kann sich auf jeder beliebigen Hauptversammlung durch eine andere Person, Aktionär oder nicht, die sich durch ein entsprechendes, schriftliches und unterzeichnetes Dokument ausweisen kann, welches auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder sonst zu übermitteln ist, vertreten lassen. Die Kopie einer solchen Bevollmächtigung gilt als ausreichender Nachweis. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

16.6 Jeder Aktionär, der an einer Hauptversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, diesen Aktionär zu identifizieren und welches es ermöglicht, dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, gilt als anwesend für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit.

16.7 Jeder Aktionär kann bei einer Hauptversammlung seine Stimme durch ein unterzeichnetes Stimmformular per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel am eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die im Einberufungsschreiben genannte Adresse abgeben. Die Aktionäre können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft in der Einberufung oder sonst zur Verfügung gestellt werden und mindestens den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Anträge sowie für jeden Antrag drei Kästchen enthalten, die es dem Aktionär ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den Antrag abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechende Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie im Vorfeld der jeweiligen Hauptversammlung erhalten hat.

16.8 Aktionäre, die ihre Aktien durch eine Übertragung erworben haben, können ihr Stimmrecht für diese Aktien vor dem Datum der Einberufung zur Hauptversammlung ausüben, wenn der Erwerb im Aktienregister der Gesellschaft eingetragen worden ist oder wenn der Aktionär die Gesellschaft über den Erwerb informiert hat und unbestreitbares Eigentum erwiesen hat.

16.9 Der Verwaltungsrat wird alle Bedingungen festlegen, die durch die Aktionäre erfüllt werden müssen, damit sie an jeder Hauptversammlung der Aktionäre teilnehmen können.

Art. 17. Änderung der Satzung. Ungeachtet der in Artikel 67 Absatz 1 des Gesetzes enthaltenen Bestimmungen können Änderungen dieser Satzung nur in einer außerordentlichen Hauptversammlung mit einer Stimmenmehrheit von Aktionären beschlossen werden, die mindestens zwei Drittel des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Enthaltungen und nichtige Stimmen bleiben unberücksichtigt.

Art. 18. Vertagung von Hauptversammlungen. Vorbehaltlich der gesetzlichen Bestimmungen kann der Verwaltungsrat jede bereits begonnene Hauptversammlung darunter auch eine jede zwecks Satzungsänderung einberufene Hauptversammlung auf vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat muss eine bereits begonnene Hauptversammlung vertagen, wenn dies von einem oder von mehreren Aktionären beantragt wird, welche insgesamt mindestens zwanzig Prozent (20 %) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Durch eine solche Vertagung einer bereits begonnenen Hauptversammlung der Aktionäre wird jeder in dieser Versammlung bereits getroffene Beschluss wieder aufgehoben.

Art. 19. Protokoll der Hauptversammlung.

19.1 Das Büro der Versammlung nimmt ein Protokoll der Versammlung auf, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Aktionär, der es verlangt, unterzeichnet wird.

19.2 Der alleinige Aktionär erstellt gegebenenfalls ein unterzeichnetes Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse.

19.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in einem Gerichtsverfahren verwendet werden oder Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, entweder von einem Notar beglaubigt oder durch den Verwaltungsratsvorsitzenden, durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder gegebenenfalls durch das alleinige Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet werden.

D. Organe der Gesellschaft

Art. 20. Befugnisse des Verwaltungsrates.

20.1 Die Gesellschaft wird durch einen „Verwaltungsrat“ verwaltet, dessen Mitglieder nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat trifft sich mindestens alle drei Monate in Sitzungen gemäß Artikel 64 Absatz 3 des Gesetzes.

20.2 Wird in einer Hauptversammlung festgestellt, dass die Gesellschaft nur einen alleinigen Aktionär hat, kann die Gesellschaft bis zur nächsten Hauptversammlung vom alleinigen Verwaltungsratsmitglied geführt werden, bis festgestellt wird, dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat. In diesem Fall und soweit anwendbar und dort wo der Begriff „alleiniges Verwaltungsratsmitglied“ nicht ausdrücklich in dieser Satzung erwähnt wird, wird der Hinweis auf den „Verwaltungsrat“ in dieser Satzung als Hinweis auf das „alleinige Verwaltungsratsmitglied“ ausgelegt.

20.3 Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um alle Interesse der Gesellschaft stehenden Verwaltungshandlungen durchzuführen und Verfügungen vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die in der Verordnung des Rates (EG) Nr. 2157/2001 vom 8. Oktober 2001 über die Satzung einer Europäischen Gesellschaft (SE) bzw. in dieser Satzung nicht ausdrücklich der Hauptversammlung vorbehalten sind, werden dem Verwaltungsrat zugesprochen.

20.4 Die nachstehenden Bereiche von Transaktionen bedürfen ausdrücklich des Beschlusses des Verwaltungsrats.

- Die Genehmigung der Jahresabschlüsse der Gesellschaft, vorbehaltlich der maßgebenden Genehmigung durch die Hauptversammlung und die Vorbereitung und Einberufung der Hauptversammlung;
- Die Entscheidung über den Erwerb und Verfügung über Zweigstellen der Gesellschaft.

20.5 Gemäß Artikel 60 des Gesetzes wird die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung der Gesellschaft in Verbindung mit dem Tagesgeschäft, einem Geschäftsführer allein übertragen werden. Der Verwaltungsrat beschließt durch einen Beschluss seine Bestellung, seine Abberufung sowie seine Befugnisse.

20.6 Die Gesellschaft kann auch bestimmte Befugnisse gewähren durch eine notarielle Vollmacht oder durch ein privates Dokument einer Person oder gemeinschaftlich mit anderen, als Bevollmächtigter der Gesellschaft.

Art. 21. Zusammensetzung des Verwaltungsrates.

21.1 Der Verwaltungsrat setzt sich aus mindestens drei (3) Mitgliedern und maximal aus zehn (10) Mitgliedern zusammen unter Ausschluss von Angestellten, die gleichzeitig Verwaltungsratsmitglieder sind und gemäß Beteiligungsvereinbarung bestellt wurden nach den Regeln von Artikel 3 (3) der EU Richtlinie 2001/86 EG.

21.2 Der Verwaltungsrat sucht aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats aus. Er kann auch einen Sekretär ernennen, welcher weder Aktionär noch Mitglied des Verwaltungsrats sein muss.

21.3 Bei Abwesenheit des Vorsitzenden des Verwaltungsrats, übernimmt der stellvertretende Vorsitzende die Aufgaben des Vorsitzenden des Verwaltungsrats.

Art. 22. Wahl und Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern, Amtszeit.

22.1 Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Hauptversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

22.2 Wird eine juristische Person als Verwaltungsratsmitglied gewählt, muss diese eine natürliche Person als ständigen Vertreter benennen, welche diese Rolle im Namen und für Rechnung der juristischen Person ausübt. Juristische Personen können ihren ständigen Vertreter nur dann abberufen, wenn sie zur gleichen Zeit einen Nachfolger ernennen. Eine natürliche Person kann ständiger Vertreter nur von einem (1) Verwaltungsratsmitglied sein und kann nicht gleichzeitig Verwaltungsratsmitglied sein.

22.3 Jedes Verwaltungsratsmitglied kann fristlos und ohne Grund jederzeit durch die Hauptversammlung der Aktionäre abberufen werden.

22.4 Die Amtszeit eines Verwaltungsratsmitglieds beträgt höchstens einen Zeitraum von einer Jahreshauptversammlung bis zur nächsten Jahreshauptversammlung und jedes Mitglied übt sein Mandat bis zur Bestellung seines Nachfolgers weiter aus. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann für weitere Amtszeiten wiedergewählt werden.

Art. 23. Verhinderung eines Verwaltungsratsmitglieds.

23.1 Soweit das Amt eines Verwaltungsratsmitglieds wegen Todes, Geschäftsunfähigkeit, Insolvenz, Ausscheidens oder aus einem anderem Grund unbesetzt ist, wird diese unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend besetzt, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung, in welcher die Aktionäre über eine dauerhafte geeignete Neubesetzung bestimmen.

23.2 Wenn im Falle von mehreren Aktionären die Gesamtanzahl der Verwaltungsratsmitglieder unter drei (3) fällt, oder gegebenenfalls unter das höhere durch diese Satzung festgesetzte Minimum so muss diese freie Stelle unverzüglich entweder durch die Hauptversammlung oder vorübergehend durch die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder besetzt werden, und zwar bis zur nächsten Hauptversammlung, welche die dauerhafte Bestellung beschließt.

23.3 Wenn die unbesetzte Stelle das Amt des alleinigen Geschäftsführers der Gesellschaft betrifft, muss diese unbesetzte Stelle ohne unangemessene Verzögerung durch die Hauptversammlung besetzt werden.

Art. 24. Einberufung von Verwaltungsratssitzungen.

24.1 Der Verwaltungsrat versammelt sich auf Einberufung durch den Vorsitzenden oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem Ort wie in der Ladung zur Sitzung im nächsten Abschnitt beschrieben.

24.2 Die Verwaltungsratsmitglieder müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehene Datum per Post, Fax, E-Mail oder durch jedes andere geeignete Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden. Außer im Notfall, wobei die Art und die Gründe der Dringlichkeit in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine solche Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen Einverständnisses jedes Verwaltungsratsmitglieds per Post, Fax, E-Mail oder durch jedes andere geeignete Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten Dokuments ausreichend ist. Eine Einberufung zur Verwaltungsratssitzung ist auch nicht erforderlich, wenn sie zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden soll, der durch einen vorherigen Beschluss durch den Verwaltungsrat gefasst wurde. Eine Einberufung ist ferner auch nicht erforderlich, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind bei einer Verwaltungsratssitzung, oder im Falle von schriftlichen Beschlüssen gemäß dieser Satzung.

Art. 25. Durchführung von Verwaltungsratssitzungen.

25.1 Die Verwaltungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Verwaltungsrat ein anderes Verwaltungsratsmitglied als vorübergehenden Vorsitzenden pro tempore bestellen.

25.2 Quorum

Der Verwaltungsrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung in Luxemburg anwesend ist.

25.3 Stimmenabgabe

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder bei der Verwaltungsratssitzung gefasst. Der Vorsitzende wird eine entscheidende Stimme haben.

25.4 Unbeschadet etwaiger gesetzlicher Vorschriften muss jedes Verwaltungsratsmitglied, das an einer Transaktion, die dem Verwaltungsrat zur Entscheidung vorliegt, direkt oder indirekt ein vermögenswertes Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, den Verwaltungsrat über diesen Interessenkonflikt informieren, und seine

Erklärung muss im Protokoll der betreffenden Sitzung aufgenommen werden. Das betreffende Verwaltungsratsmitglied darf weder an der an der Beratung über die in Frage stehende Transaktion teilnehmen, noch darüber abstimmen. Die nächste Hauptversammlung muss vor Fassen eines jeden Beschlusses, der an der Tagesordnung steht, über einen solchen Interessenskonflikt informiert werden. Wenn die Gesellschaft ein einziges Verwaltungsratsmitglied hat und dieses Verwaltungsratsmitglied in einer zwischen ihm und der Gesellschaft geschlossenen Transaktion direkt oder indirekt ein vermögensrechtliches Interesse hat, welches mit dem Interesse der Gesellschaft in Konflikt steht, muss dieser Interessenskonflikt im Protokoll über die betreffende Transaktion aufgenommen werden.

Art. 26. Protokolle von Verwaltungsratssitzungen.

26.1 Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Vorsitzende nimmt ein Protokoll über jede Verwaltungsratssitzung auf, welches vom Vorsitzenden und, gegebenenfalls, vom Sekretär unterzeichnet wird.

26.2 Das alleinige Verwaltungsratsmitglied, gegebenenfalls soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

26.3 Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, sind entweder vom Verwaltungsratsvorsitzenden, von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder vom alleinigen Geschäftsführer gegebenenfalls zu unterzeichnen.

26.4 In jeder Situation und jederzeit kann der Verwaltungsrat auch Beschlüsse mittels Rundschreiben fassen oder schriftliche Beschlüsse, welche von sämtlichen Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet wurden. Diese Beschlüsse sind genauso rechtswirksam wie Beschlüsse, die in einer gültig einberufenen und abgehaltenen Verwaltungsratssitzung getroffen wurden. Die Unterschriften können entweder auf ein und demselben Dokument oder in mehrfacher Ausfertigung erfolgen und können in einem Schreiben, Fax oder E-Mail, in welcher der Absender identifiziert werden kann, enthalten sein.

Art. 27. Geschäfte mit Dritten. In sämtlichen Belangen gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch (i) zwei Verwaltungsratsmitglieder gemeinsam oder (ii) den Vorsitzenden und den Geschäftsführer gemeinsam oder (iii) den stellvertretenden Vorsitzenden und den Geschäftsführer gemeinsam oder (iv) durch eine Person/Personen vertreten, die auf Anweisung des Verwaltungsrats bzw. des alleinigen Verwaltungsratsmitglieds vertretungsbefugt sind. Im Rahmen des Tagesgeschäfts wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch einen entsprechend bevollmächtigten Geschäftsführer bzw. einer Person/Personen vertreten, welche die Gesellschaft nach den jeweils geltenden Bevollmächtigungsvorschriften vertreten.

E. Aufsicht

Art. 28. Unabhängiger Wirtschaftsprüfer. Die Geschäfte der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer beaufsichtigt. Der Wirtschaftsprüfer wird unter den „réviseurs d'entreprises agréés" oder der „cabinets de révision agréés" gewählt, die von der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) zugelassen sind, und von der Hauptversammlung bestellt, die auch die Amtszeit des Wirtschaftsprüfers festlegt.

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividende

Art. 29. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 30. Gewinne.

30.1 Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung wird eingestellt sobald und solange sich die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10 %) des ausgegebenen Aktienkapitals der Gesellschaft beläuft.

30.2 Die durch einen Aktionär an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Aktionär dieser Zuführung zustimmt.

30.3 Im Falle einer Herabsetzung des Aktienkapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft proportional herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10 %) des ausgegebenen Aktienkapitals nicht übersteigt.

30.4 Unter den gesetzlichen Bedingungen und auf Empfehlung durch den Verwaltungsrat beschließt die Hauptversammlung, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und dieser Satzung verwendet werden soll.

Art. 31. Zwischendividenden - Aufgeld.

31.1 Im Rahmen der gesetzlichen Bedingungen kann der Verwaltungsrat Zwischendividenden zahlen.

31.2 Das Aufgeld, soweit vorhanden, kann durch Aktionärsbeschluss oder Beschluss des Verwaltungsrats unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Aktienkapitals und der gesetzlichen Rücklage frei an den/ die Aktionär(e) ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 32 Liquidation. Die Abwicklung der Gesellschaft nehmen einen oder mehrere von der Hauptversammlung bestellten Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, vor, die von der Hauptversammlung zu bestellen sind, welche die Abwicklung der Gesellschaft beschlossen hat und die auch über die Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren entscheidet.

H. Anwendbares Recht

Art. 33. Anwendbares Recht. Diese Satzung und ihre Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten sind nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweils geänderten Fassung zu entscheiden.“

Dieser Beschluss wurde einstimmig angenommen.

Kosten

Die Kosten, Vergütungen und Gebühren jeglicher Form, die im Rahmen dieser Urkunde zu tragen sind, werden auf zweitausendsechshundert Euro (EUR 2.600.-) geschätzt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung für geschlossen erklärt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Ersuchen der erschienenen Personen, auf Englisch abgefasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Ersuchen derselben erschienenen Personen und im Fall von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist der englische Text maßgebend.

Die vorliegende notarielle Urkunde wurde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum erstellt.

Diese Urkunde wurde den Erschienenen vorgelesen, welche die vorliegende Urkunde gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet haben.

Signé: R. Jacqué, B. Henig, I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 28 avril 2015. Relation: 2LAC/2015/9175. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 6 mai 2015.

Référence de publication: 2015073452/1224.

(150083723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2015.

ICE, International Concept Event, Société Anonyme.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 103.801.

L'an deux mil quinze, le quatre mai.

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme International Concept Event, en abrégé ICE, avec siège social à L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart, constituée sous la dénomination de «DM&MP HOLDING» suivant acte reçu par le notaire Maître Martine DECKER, alors de résidence à Wiltz, en date du 3 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 451 du 27 juin 2000, et dont les statuts.

Les statuts de ladite société ont été modifiés en dernier lieu par un acte du notaire instrumentaire, en date du 26 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 1^{er} juillet 2013, numéro 1563.

La société est inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg B 103.801.

L'assemblée est ouverte à onze heures quart et sous la présidence de Monsieur Renaud JEANFILS, demeurant à B-4960 Malmédy (Belgique), 3, Xhoffraix-Rue de Herdier, Belgique, qui fait également office de scrutateur

et qui nomme comme secrétaire Monsieur Max WAGNER, demeurant professionnellement à L-9573 Wiltz, 7, Rue Michel Thilges

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Transfert du siège social à L-9912 Troisvierges, 5, Tubeseck et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts.

2. Divers

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, ensemble avec les procurations, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations éventuelles des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de L-9999 Wemperhardt, 4A, Op der Haart à L-9912 Troisvierges, 5, Tubeseck.

En conséquence le 1^{er} alinéa de l'article 2 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. alinéa 1^{er}.** Le siège social est établi dans la commune de Troisvierges»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à onze heures trente.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à environ 900.-€.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Jeanfils R., Wagner M., Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Diekirch, le 06 mai 2015. Relation: DAC/2015/7520. Reçu soixante-quinze euros (75 €).

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 20 mai 2015.

Référence de publication: 2015075379/58.

(150085986) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2015.

Willerfunds Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 23.561.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015074274/9.

(150084702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.

Usnee, Société Anonyme.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 20, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 148.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015074251/10.

(150084236) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mai 2015.